

SciencesPo

CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 273-724 - février 2024

REGARDS SUR L'EURASIE L'ANNÉE POLITIQUE 2023

Sous la direction d'**Anne de Tinguy**

LES ANNUELS DES ÉTUDES DU CERI



Regards sur l'Eurasie. L'année politique est une publication annuelle du Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI) dirigée par Anne de Tinguy. Elle propose des clefs de compréhension des événements et des phénomènes qui marquent de leur empreinte les évolutions d'une région, l'espace postsoviétique, en profonde mutation depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Forte d'une approche transversale qui ne prétend nullement à l'exhaustivité, elle vise à identifier les grands facteurs explicatifs, les dynamiques régionales et les enjeux sous-jacents.

Pour citer ce volume : Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Les auteurs

Anne de Tinguy, professeure des universités émérite, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), est chercheuse au CERI-Sciences Po.

Gilles Andréani est président de chambre à la Cour des Comptes, professeur à Sciences Po.

Bayram Balci, chercheur au CERI-Sciences Po, est ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul (IFEA).

Laure Delcour est maître de conférence HDR en science politique à l'Université Sorbonne Nouvelle et professeur visiteur au Collège d'Europe (Bruges).

Agathe Demarais, chercheuse au Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), est responsable des travaux en géo-économie.

Gilles Favarel-Garrigues est directeur de recherche au CNRS (Sciences Po-CERI).

Anastasia Fomitchova, doctorante en science politique, est membre de la Chaire des études ukrainiennes de l'Université d'Ottawa (Canada).

Aude Merlin est professeure en science politique à l'Université libre de Bruxelles, spécialiste de la Russie et du Caucase, membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol).

Gaïdz Minassian est enseignant à Sciences Po Paris en relations internationales et journaliste au *Monde*.

Remerciements

Les auteurs remercient vivement François Capelani et Klélya Mathez pour leur précieux travail d'édition ainsi que Judith Burko, rédactrice en chef des *Etudes du CERI*. Ils remercient également Dorian Ryser, documentaliste et cartographe (CERI-Sciences Po) pour sa contribution à la cartographie de ce volume.

Principaux sigles utilisés dans ce volume

- ◆BCR : Banque centrale de Russie
- ◆CPI : Cour pénale internationale
- ◆CNSD : Conseil national de sécurité et de défense
- ◆KIIS : Kyiv International Institute of Sociology
- ◆LGBT+ : lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et autre orientations sexuelles, identités et expressions de genre
- ◆ONG : Organisation non gouvernementale
- ◆OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- ◆OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
- ◆OTSC : Organisation du traité de sécurité collective
- ◆PIB : Produit intérieur brut
- ◆PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan
- ◆PSDC : Politique de sécurité et de défense commune
- ◆R&D : recherche et développement
- ◆UE : Union européenne
- ◆URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

N. B. : Sauf mention, les adresses des sites internet citées dans ce volume ont été vérifiées en janvier 2024

Table des matières

Introduction L'Eurasie à l'épreuve d'une guerre longue en Ukraine <i>par Anne de Tinguy</i>	<i>p. 4</i>
Première partie – L'Eurasie dans l'actualité	
Statu quo politique en Russie face aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine <i>par Gilles Favarel-Garrigues</i>	<i>p. 13</i>
L'Ukraine en temps de guerre : où en sont les réformes internes ? <i>par Anastasia Fomitchova</i>	<i>p. 19</i>
Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement <i>par Gaïdz Minassian</i>	<i>p. 26</i>
La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société <i>par Aude Merlin</i>	<i>p. 31</i>
Un changement de paradigme ? L'Union européenne et l'Eurasie depuis la guerre en Ukraine <i>par Laure Delcour</i>	<i>p. 37</i>
Deuxième partie – L'Eurasie en perspective	
L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme <i>par Agathe Demarais</i>	<i>p. 43</i>
Entre le « Sud global » et l'« Occident collectif » : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre d'Ukraine ? <i>par Gilles Andréani</i>	<i>p. 50</i>
L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe <i>par Bayram Balci</i>	<i>p. 57</i>
Table des cartes et figures	<i>p. 63</i>

L'Eurasie à l'épreuve d'une guerre longue en Ukraine

Anne de Tinguy

Près d'une décennie après l'annexion de la Crimée et le début de l'intervention russe dans le Donbass, près de deux ans après le déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'issue de la « guerre totale »¹ que mène la Russie contre son voisin ukrainien ne se dessine pas encore. La violence continue à être extrême, Moscou ne donne aucun signe d'une volonté de se désengager et Kiev de renoncer à chasser l'envahisseur. Mais aucun des deux adversaires ne semble en mesure de prendre le dessus de façon décisive. Cette situation, source de fortes incertitudes, se répercute sur les recompositions internationales en cours.

UNE GUERRE QUI S'EST INSTALLÉE DANS LA DURÉE

« L'opération militaire spéciale » lancée par la Russie en février 2022 est une guerre meurtrière qui aurait fait au cours de la première année du conflit entre 46 000 et 70 000 morts du côté russe et entre 30 000 et 40 000 du côté ukrainien². Après la libération de Kherson en novembre 2022, les combats continuent, mais la ligne de front ne bouge plus guère. Les forces russes ne remportent aucune victoire stratégique. Et la contre-offensive lancée en juin par les Ukrainiens ne donne pas les résultats escomptés. Les adversaires maintiennent pourtant leurs positions. L'objectif de Moscou, redit Vladimir Poutine le 14 décembre 2023, reste la « dénazification », la « démilitarisation » et la « neutralité » de l'Ukraine³. Celui de Kiev, le retour aux frontières de 1991. L'issue de cette guerre, existentielle pour la nation ukrainienne, ne se joue pas que sur le terrain militaire. La Russie fait pression sur l'Ukraine dans tous les domaines, en misant sur le temps, sur la lassitude des Ukrainiens et de ses alliés et sur des changements politiques aux Etats-Unis en 2024.

La poursuite de la guerre d'agression menée par la Russie

Dans un premier temps, en dépit d'une large supériorité numérique en hommes et en matériels, « l'opération militaire spéciale » est un échec. La Russie est contrainte de revoir ses objectifs à la baisse et de se replier sur le Donbass. Au cours de l'hiver 2022-2023, elle semble apprendre de certaines de ses erreurs et s'adapter à son adversaire⁴. Elle augmente

¹ Serhii Plokyh, *La guerre russo-ukrainienne. Le retour de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2023, p. 319.

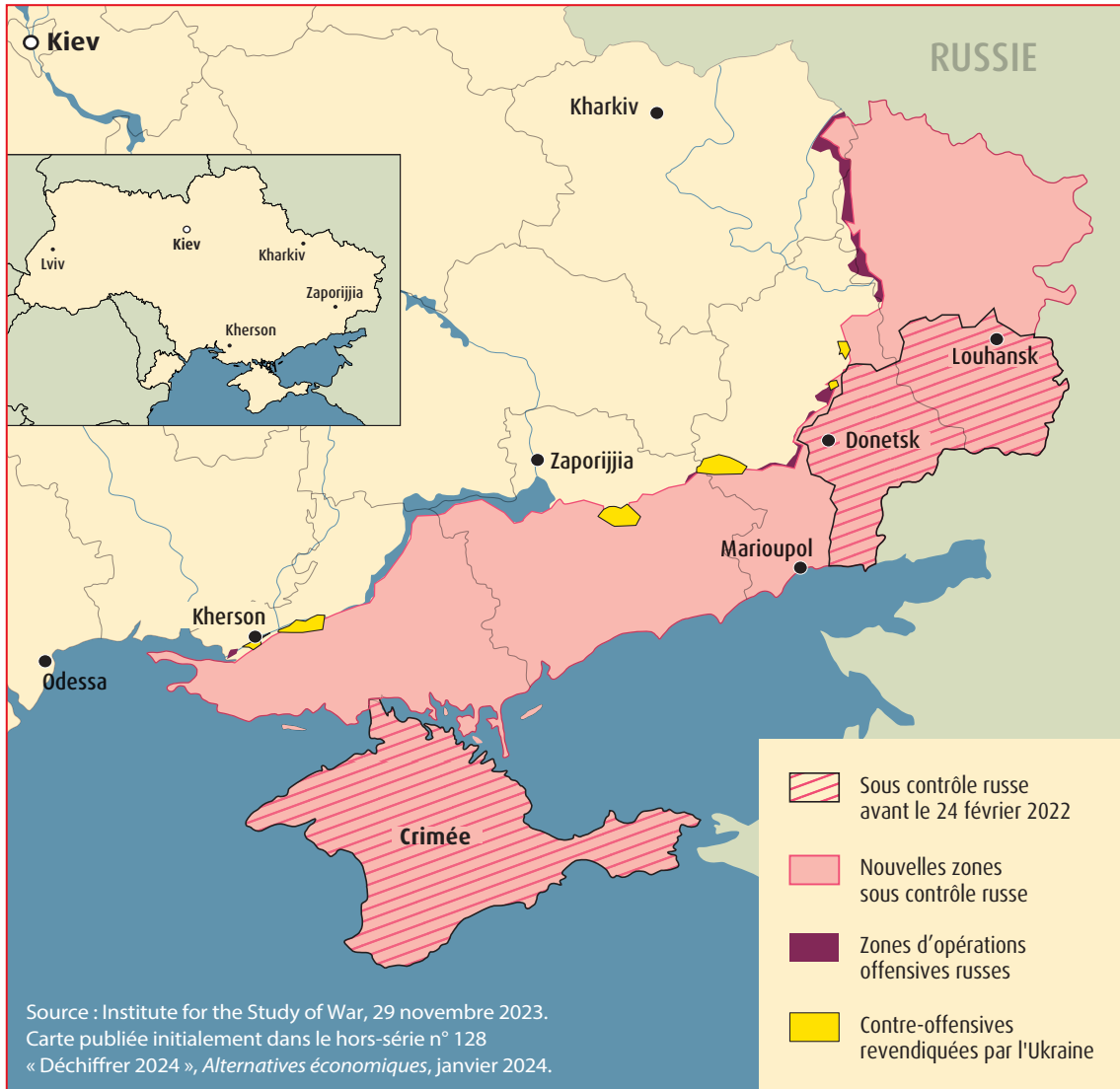
² Estimations occidentales citées par Michel Goya et Jean Lopez, *L'ours et le renard. Histoire immédiate de la guerre en Ukraine*, Paris, Perrin, 2023 p. 314-317.

³ Conférence de presse de Vladimir Poutine, 14 décembre 2023, http://www.kremlin.ru/events/president/transcripts/press_conferences/72994

⁴ Margarita Konaev et Owen Daniels, « The Russians are getting better : What Moscow has learned in Ukraine », *Foreign Affairs*, 6 septembre 2023 ; voir aussi Sergueï Poletaev « Ob iskousvtve spetsial'noi voennoi operatsii » (De l'habileté de l'opération militaire spéciale), *Rossia v Global'noi Politike*, 8 novembre 2023.

les effectifs de ses forces, construit tout au long de la ligne de front de solides lignes de défense, mène des opérations terrestres offensives et, aux quatre coins du territoire ukrainien, de violentes campagnes de frappes, met en place une économie de guerre en augmentant fortement son budget de la défense, se tourne vers l'Iran et la Corée du Nord pour pallier l'insuffisance de sa production d'armements.

Carte 1
Ukraine : territoires occupés par la Russie et ligne de front, novembre 2023



La politique menée donne des résultats ambivalents. Fin 2023, la Russie occupe quelque 17 % du territoire de son adversaire qu'elle parvient à contenir. Son économie a mieux résisté que prévu aux sanctions occidentales qu'elle réussit en partie à contourner⁵. La guerre et ses victimes, la répression croissante, la rébellion d'Evgueni Prigojine, le chef de la milice Wagner, ont provoqué des réactions (notamment une forte émigration), mais elles ne semblent pas avoir déstabilisé la situation socio-politique. Et dans la vie internationale, grâce au soutien de la Chine et d'autres pays émergents, Moscou a limité son isolement.

⁵ Banque mondiale, *Sluggish Growth, Rising Risks. Europe and Central Asia Economic Update*, automne 2023.

Rien n'est pourtant gagné. La Russie n'a engrangé aucun succès militaire majeur et elle n'est parvenue ni à reprendre l'initiative ni à prévenir les spectaculaires opérations menées dans la profondeur par les forces ukrainiennes : attaques contre des infrastructures et des bâtiments de la flotte russe en Crimée et en mer Noire, opérations de drones visant la capitale, bombardements de villes russes proches de la frontière, notamment Belgorod. A ces revers militaires, s'ajoutent des défaites stratégiques : la mobilisation des Etats occidentaux aux côtés de l'Ukraine ne faiblit pas, la Finlande et la Suède, traditionnellement neutres, ont demandé à entrer dans l'OTAN et la Cour pénale internationale (CPI) a émis en mars un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine.

Une Ukraine déterminée entre offensive et défensive

Après avoir fait échouer le plan initial des forces russes, les Ukrainiens continuent à mener une politique offensive. Avec, eux aussi, des résultats ambivalents en 2023. Les spectaculaires opérations qu'ils mènent régulièrement dans la profondeur révèlent un fort pouvoir de nuisance : ainsi contraignent-ils la Russie à déménager sa flotte basée à Sébastopol. Mais la contre-offensive qu'ils lancent en juin ne leur permet pas de donner des coups décisifs à leur adversaire.

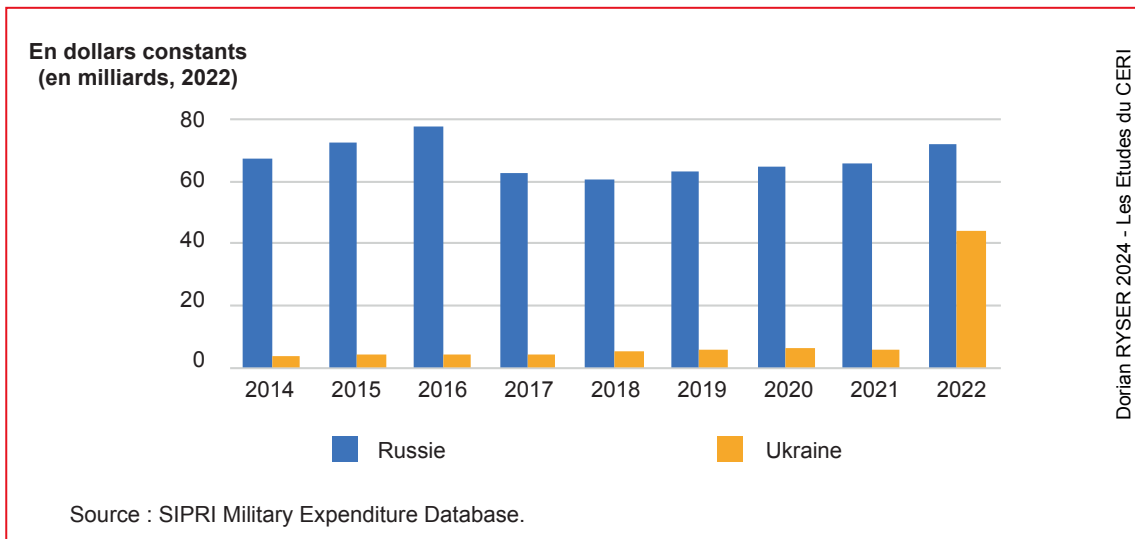
Les Ukrainiens restent déterminés. La durée de la guerre, les pertes humaines, les déceptions de la contre-offensive se répercutent sur l'optimisme des premiers mois. Leur résistance demeure cependant remarquable. En témoigne le refus massif d'une paix qui se ferait au prix de concessions territoriales : en décembre 2023, les trois quarts des personnes interrogées par le Kyiv International Institute of Sociology (KIIS) y restent opposés. Et entre 71 % et 93 % continuent à croire à la victoire si le soutien de leurs alliés est suffisant⁶. Mais en dépit de la mobilisation des Etats occidentaux à ses côtés (voir les figures 3, 4, 5 p. 20), l'Ukraine a des moyens humains et matériels très inférieurs à ceux dont dispose la Russie. Fin 2023 la question de la mobilisation et de la relève des combattants devient une source de tensions⁷. Et l'aide occidentale, dont l'Ukraine est dépendante, a des limites. Les livraisons d'armes ont souvent été lentes et quantitativement plus modestes qu'espéré par Kiev, pour des raisons liées à des problèmes de disponibilités et de formation des hommes, mais aussi à une très grande prudence : la peur d'une escalade qui conduirait à une guerre avec la Russie a entraîné de longs débats sur l'opportunité de livrer certains matériels (chars, avions de chasse). La conclusion que certains en tirent est que les Occidentaux ont apporté à l'Ukraine une aide suffisante pour qu'elle ne soit pas vaincue, mais insuffisante pour lui permettre de gagner⁸. De plus fin 2023, la poursuite du soutien promis par l'administration Biden (61 milliards de dollars) et par l'UE (50 milliards d'euros) est suspendue à l'approbation du Congrès des Etats-Unis et du Conseil européen.

⁶ Kyiv International Institute of Sociology, <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1332&page=3>

⁷ Fredrick Kunkle et Serhii Korolchuk « Ukraine cracks down on draft-dodging as it struggles to find troops », *The Washington Post*, 8 décembre 2023.

⁸ « Ukraine's commander-in-chief on the breakthrough he needs to beat Russia », *The Economist*, 1^{er} novembre 2023, <https://www.economist.com/europe/2023/11/01/ukraines-commander-in-chief-on-the-breakthrough-he-needs-to-beat-russia>

Figure 1
Dépenses militaires russes et ukrainiennes, 2014-2022



Quelle sortie de crise ?

Fin 2023, aucun scénario de sortie de crise ne se dégage de manière claire. La reconquête par l'Ukraine des territoires occupés reste aux yeux des responsables ukrainiens et de la plupart des dirigeants occidentaux la seule voie à même de permettre un retour à une paix durable et d'assurer la sécurité européenne. Mais à court terme, dans l'état actuel des forces ukrainiennes et des matériels dont elles disposent, un tel objectif apparaît problématique. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait un engagement extérieur quantitativement et qualitativement beaucoup plus prononcé, ce que souligne le général Zaloujny, commandant en chef des forces ukrainiennes, le 1^{er} novembre⁹. Un deuxième scénario serait une fin des hostilités par épuisement des ressources matérielles et humaines. En dépit des engagements continûment pris par la quasi-totalité des dirigeants occidentaux, une telle issue n'est pas à exclure. Fin 2023, les autorités ukrainiennes, dont les craintes sont aggravées par les effets, directs ou indirects, de la guerre à Gaza, évoquent régulièrement une pénurie d'obus et de munitions ainsi que l'insuffisance et la lenteur des livraisons de leurs alliés. Un troisième scénario serait que la Russie reparte à l'offensive, soit pour achever de conquérir le Donbass, soit pour renouer avec ses ambitieux objectifs initiaux. Son incapacité depuis bientôt deux ans à obtenir des victoires décisives rend un tel plan improbable, en tout cas à court terme. Se satisferait-elle alors de la situation actuelle, c'est-à-dire de l'annexion et de l'occupation de 17 % du territoire ukrainien, ce qui serait un quatrième scénario ? Cette option serait très éloignée de ses objectifs initiaux, mais le Kremlin pourrait la présenter comme un succès. « Ni victoire ni paix », ainsi se présente un cinquième scénario, qui signifierait « un état de guerre permanent » pouvant durer de longues années : « les deux adversaires seraient en position d'équilibre sans jamais parvenir à modifier significativement le rapport de forces »¹⁰. La situation qui prévaut fin 2023 ressemble étrangement à ce scénario.

⁹ Valery Zaluzhny, « Modern positional warfare and how to win in it », *The Economist*, 1^{er} novembre 2023.

¹⁰ Michel Goya, « Ukraine. Trois scénarios », *blog La voie de l'épée*, 12 janvier 2023.

RECOMPOSITIONS ET TENSIONS INTERNATIONALES

Si l'issue de la guerre ne se dessine pas encore, les répercussions en sont déjà immenses : en Eurasie et au-delà, ce conflit provoque des recompositions internationales qui se font dans un contexte de tensions et d'incertitudes.

L'éclatement de la sphère d'influence russe confirmé

La guerre est un formidable accélérateur de l'éclatement en cours de l'ancien empire russe. La politique russe étant désormais lue en Ukraine comme « une volonté continue (et séculaire) de Moscou de faire disparaître la nation ukrainienne », la rupture est consommée entre les deux Etats, mais aussi entre les sociétés¹¹. Parallèlement, l'invasion russe donne une nouvelle impulsion, décisive, à l'intégration de l'Ukraine dans la communauté euro-atlantique. Les Vingt-Sept lui accordent le 24 juin 2022 le statut de candidat à l'UE, puis votent le 14 décembre 2023 en faveur du lancement des négociations d'adhésion. En juillet 2023, lors du sommet de l'OTAN à Vilnius, si sa candidature ne reçoit pas le soutien espéré par Kiev, les Etats membres réaffirment néanmoins que son « avenir est dans l'OTAN » et la dispensent, compte tenu des progrès déjà effectués, de l'étape du plan d'action pour l'adhésion (MAP).

Les effets pour la Russie de la perte de l'Ukraine, qui a été le plus beau fleuron de son empire, sont amplifiés par d'autres recompositions parallèles. D'une part, par le fait que la Moldavie et dans une moindre mesure la Géorgie ont elles aussi conforté leur ancrage à l'ouest. Ces deux Etats obtiennent le statut de candidat à l'UE, le premier le 24 juin 2022, le second le 14 décembre 2023 – date à laquelle Bruxelles donne en outre son feu vert à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Moldavie. Et d'autre part, par la rupture russo-européenne. La décision russe du 24 février 2022, le retour de la guerre en Europe, la conviction que la menace russe ne se limite pas à l'Ukraine confirment le changement de paradigme provoqué en 2014 par l'annexion de la Crimée. La rupture est d'autant plus forte que les fondements du partenariat russo-occidental mis en place au moment de la chute de l'URSS se sont tous effondrés et que, dans le domaine de la sécurité européenne, l'agression russe a eu l'effet inverse de celui recherché par le Kremlin : la guerre a conforté la cohésion européenne, les liens transatlantiques et la raison d'être de l'Alliance atlantique.

Le continent européen est, on le voit, à nouveau divisé, sur des lignes très différentes de celles qui avaient prévalu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La Communauté politique européenne créée en 2022, dont sont membres tous les Etats européens, sauf la Russie et le Bélarus, est le miroir des recompositions en cours (voir la carte 4 p. 39).

¹¹ Anna Colin-Lebedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Le Seuil, 2022, pp. 164-165 et 196-197 ; Andreï Kourkov, *Journal d'une invasion*, Lausanne, Les Editions Noir sur blanc, 2023, p. 222.

La montée des tensions dans l'espace postsoviétique

Au sein de l'espace d'influence russe désormais réduit, ces événements aggravent les fractures existantes et provoquent une montée des tensions. Les votes sur « l'agression » russe le 23 février 2023 à l'Assemblée générale des Nations unies confirment la fragmentation de cette région et le recul des positions de la Russie : comme en 2022, le Bélarus est le seul des onze Etats de cet espace à soutenir la Russie (voir les cartes 5, 6 p. 53).

Les tensions sont particulièrement fortes dans le Caucase du Sud. Dans cette région, l'affaiblissement de la Russie empêtrée en Ukraine et la montée en puissance de la Turquie favorisent la relance d'un autre conflit. Pour l'Azerbaïdjan, soutenu par Ankara, la guerre en Ukraine est synonyme d'opportunités¹². En position de force depuis la guerre de 2020 qui lui a permis de récupérer les territoires perdus en 1994 au profit de l'Arménie, Bakou profite de la situation pour reprendre le contrôle du Haut-Karabakh, une région majoritairement peuplée d'Arméniens rattachée à l'Azerbaïdjan en 1921, qui s'était autoproclamée république en 1991. Après avoir bloqué pendant plusieurs mois le corridor de Latchine qui relie cette région au territoire arménien (voir la carte 3 p. 27), les forces azerbaïdjanaises lancent en septembre 2023 sur cette enclave une offensive éclair qui débouche sur la capitulation des autorités du Karabakh, l'autodissolution de cette « république » qui cesse d'exister et l'exode vers l'Arménie de la quasi-totalité de sa population arménienne. Fin 2023, les tensions sont aggravées par le projet de l'Azerbaïdjan de relier le Nakhitchevan au reste de son territoire en créant un passage dans le sud de l'Arménie (« couloir du Zanguezour »). Pour l'Arménie, traditionnellement proche de la Russie, ces événements sont une nouvelle tragédie dont elle rend Moscou responsable. Erevan réagit en se rapprochant de l'Ukraine, en prenant ses distances avec la Russie – le 3 octobre, il ratifie le Statut de Rome, traité fondateur de la CPI : désormais, sous peine d'être arrêté et extradé vers le tribunal de La Haye, Vladimir Poutine ne peut plus se rendre sur le territoire arménien – et en s'employant à développer des liens déjà nourris avec l'UE et les Etats-Unis.

En Géorgie, la guerre en Ukraine a favorisé une aggravation des tensions internes. Dans cet Etat, dont le territoire est amputé de deux régions, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, dont la Russie a reconnu l'indépendance au lendemain de la guerre de 2008, on observe, selon l'expression retenue par Aude Merlin dans ce volume, un « dissensus » croissant entre le pouvoir et la société. Les Géorgiens, qui manifestent avec l'Ukraine agressée une forte solidarité, sont très majoritairement tournés vers la communauté euro-atlantique. A l'automne 2023, 86 % d'entre eux soutiennent l'adhésion de leur pays à l'UE, 78 % celle à l'OTAN et 74 % estiment que la démocratie est le meilleur régime politique pour leur pays¹³. Le gouvernement en place mène, lui, une politique que beaucoup qualifient de double jeu : il tient un discours pro-européen, mais dans les faits il se rapproche de la Russie¹⁴. Cette ambivalence, qui se traduit par une attitude ambiguë à l'égard de l'Ukraine, par une augmentation des liens avec la Russie (voir la figure 10 p. 33) et par des prises de position proches de celles du Kremlin, est illustrée en mars 2023 par un projet de loi qui ressemble fortement à la loi russe sur les « agents de l'étranger » contre lequel les Géorgiens se mobilisent massivement. Ce dissensus, qui est attisé par Moscou, laisse augurer de nouvelles tensions à la fois régionales et interna-

¹² Marie Dumoulin et Gustav Gressel « The war of opportunity : How Azerbaijan's offensive against Nagorno-Karabakh is shifting the geopolitics of the South Caucasus », European Council on Foreign Relations, 28 septembre 2023.

¹³ Center for Insights in Survey Research, « IRI Georgian survey of public opinion, september-october 2023 », 15 novembre 2023.

¹⁴ Régis Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », *Notes de l'IFRI. Russie.Eurasie.Visions*, n° 131, décembre 2023.

Carte 2 L'Eurasie



tionales. Accusée par Moscou d'être en train de devenir « une anti-Russie »¹⁵, la Moldavie est elle aussi en proie à des dissensions avivées par des difficultés économiques et sociales qui sont instrumentalisées par le parti d'opposition pro-russe Shor.

Pour des raisons différentes, la guerre en Ukraine envenime en outre la situation déjà très complexe du Bélarus. Elle renforce notamment fortement sa dépendance à l'égard de la Russie. A la faveur de cette confrontation, Alexandre Loukachenko, qui, après les élections frauduleuses de 2020, ne s'est maintenu au pouvoir que grâce à l'aide de Vladimir Poutine, conforte son pouvoir, mais « cette consolidation se fait au prix de l'isolement de son pays et de l'érosion grandissante de sa souveraineté »¹⁶. L'annonce faite le 25 mars 2023 par Vladimir Poutine du déploiement sur le sol bélarusse d'armes nucléaires tactiques amplifie encore cette érosion et la rupture de ce pays avec l'UE et plus largement l'Occident.

En Asie centrale, la guerre en Ukraine continue à peser sur les équilibres régionaux. Aux yeux des responsables des Etats de la région, la Russie est à la fois un acteur avec lequel ils doivent compter et « une potentielle menace pour leur souveraineté et leur intégrité »¹⁷, ce qui les conduit à prendre, prudemment, des distances avec elle. Ils refusent ainsi de s'associer aux sanctions occidentales à son encontre, voire l'aident à les contourner. Mais ils continuent à diversifier leurs relations extérieures, affichent leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et s'abstiennent ou ne prennent pas part au vote sur « l'agression » russe

¹⁵ Sergueï Lavrov, entretien à la chaîne Rossiya 24 et à l'agence de presse RIA Novosti, 2 février 2023, https://www.mid.ru/foreign_policy/news/1852042/

¹⁶ Olga Belova, « Les stratégies du maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko face à la crise politique de 2020 et le soutien de la Russie », dans Olga Belova et Hugo Flavier (dir.), *Bélarus. Une douloureuse quête démocratique*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, à paraître en 2024.

¹⁷ Analyse de Bayram Balci dans ce volume.

le 23 février 2023 à l'ONU. Dans ces Etats, la Russie est concurrencée par d'autres acteurs (l'UE, la Chine, la Turquie, l'Iran, etc.) dont l'influence est confortée par la guerre en Ukraine. Bayram Balci se penche dans ce volume sur le cas remarquable de la Turquie, membre de l'OTAN, proche de Moscou, mais aussi de Kiev, ce qui lui permet de montrer aux pays de la région qu'elle « soutient leur aspiration à une souveraineté légitime, débarrassée de toute menace colonialiste russe ».

D'immenses défis à relever

Au cours des mois et années à venir, dans un contexte de crise du système international, notamment d'affaiblissement du multilatéralisme¹⁸, les tensions risquent d'être exacerbées par les nombreuses incertitudes qui pèsent sur les évolutions des Etats de l'Eurasie, notamment de la Russie et de l'Ukraine.

Nul ne sait quand interviendra et ce que sera l'après-Poutine. Mais il est prévisible que la Russie ne sortira pas indemne de la guerre d'agression qu'elle a déclenchée¹⁹. Quelle qu'en soit l'issue, cette conflagration, qui signe la fin d'un empire et une réorientation géopolitique, contraint la Russie à une reconstruction identitaire. Son évolution économique risque en outre de porter un coup supplémentaire à son ambition de puissance. Comme le soulignent nombre d'économistes, dont Agathe Demarais dans ce volume, les perspectives de long terme dans ce domaine sont « mauvaises » et elles ne peuvent qu'être aggravées par les fortes tensions démographiques et environnementales que connaît le pays²⁰. L'Ukraine est confrontée à des défis d'un autre ordre. La nation ukrainienne a été confortée par la guerre. Soutenue par ses alliés européens et nord-américains, elle est engagée sur une voie qui correspond à des choix de longue date. Son avenir n'est pas pour autant écrit d'avance. Son territoire et son économie sont ravagés par la guerre et elle ignore encore les conditions (territoriales, économiques et démographiques, internationales, sécuritaires, etc.) dans lesquelles la paix reviendra et dans lesquelles elle pourra construire l'après-guerre.

*

* *

Installée dans la durée, la guerre que mène la Russie à l'Ukraine dans un contexte de fragmentation de l'ordre international bouleverse nombre de certitudes. Au sein de l'espace post-soviétique, elle donne une nouvelle impulsion aux recompositions internationales en cours en aggravant les tensions déjà existantes. La sphère d'influence de la Russie est désormais amputée du pays qui a été le plus beau fleuron de son empire. Et l'Europe est à nouveau divisée, sur des lignes très différentes de celles qui existaient du temps de la guerre froide.

¹⁸ Eberhard Kienle et al. (dir.), *Un monde en crises*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2023.

¹⁹ Liana Fix et Michael Kimmage « Putin's last stand : The promise and peril of Russian defeat », *Foreign Affairs*, janvier-février 2023, p. 8-21 ; Janusz Bugajski, *Failed State : A Guide to Russia's Rupture*, Washington, The Jamestown Foundation, 2022 ; Mikhaïl Chichkine, *La paix ou la guerre ? Réflexions sur le monde russe*, Lausanne, Les Editions Noir sur blanc, 2023, p. 180.

²⁰ Vladislav Inozemtsev, « Guerre d'Ukraine : où en est l'économie russe ? », *Politique étrangère*, n° 4, 2023, pp. 101-114.

Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « L'Eurasie à l'épreuve d'une guerre longue en Ukraine », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERJ*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Première partie

L'Eurasie dans l'actualité

Statu quo politique en Russie face aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine *par Gilles Favarel-Garrigues*

A la veille de l'élection présidentielle de mars 2024, le maintien au pouvoir de l'élite dirigeante défie les observateurs de la vie politique russe. Fondée notamment sur l'imposition de sanctions économiques et financières, la politique occidentale n'a pour l'heure nullement réussi à décrédibiliser les dirigeants russes aux yeux de la population. L'invasion russe de l'Ukraine et ses effets diplomatiques ne semblent pas non plus affecter une opinion sensible à la réaffirmation de la souveraineté nationale à l'échelle mondiale. Le statu quo s'explique par le verrouillage du jeu politique, la mise au pas des voix critiques et l'adhésion tacite d'une grande partie de la population à des discours glorifiant la nation et démasquant ses ennemis.

Répression politique et réaffirmation de l'ordre moral

En Russie, la machine judiciaire tourne à plein régime pour sanctionner toute expression publique d'une critique ou d'une contestation du point de vue officiel sur la guerre en Ukraine. Selon OVD-Info, en novembre 2023, ce sont près de 20 000 personnes qui ont été arrêtées pour avoir défendu, dans la rue ou sur les réseaux sociaux, une opinion jugée répréhensible à propos du conflit¹. La répression se nourrit des nouvelles incriminations apparues dès mars 2022, dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine, tout en puisant dans l'arsenal répressif façonné durant les deux premières décennies du règne poutinien. D'une part, des centaines de personnes sont condamnées au pénal pour des délits de « diffusion publique et délibérée de fausses informations sur l'emploi des forces armées de la Fédération de Russie » (242 personnes début décembre 2023) et de participation à des « actions publiques visant à discréditer l'emploi des forces armées de la Fédération de Russie » (137 personnes à la même date)². D'autre part, la législation déjà en vigueur contre l'apologie du « terrorisme », sur la participation à une organisation « extrémiste » ou le soutien aux « agents étrangers » et autres « organisations indésirables » sert à museler de nombreux militants politiques et défenseurs des droits de l'homme. L'intimidation s'appuie aussi sur des sanctions plus ciblées : les jeunes sont menacés d'être mobilisés sur le front ukrainien, tandis que les mères risquent de perdre la garde de leurs enfants.

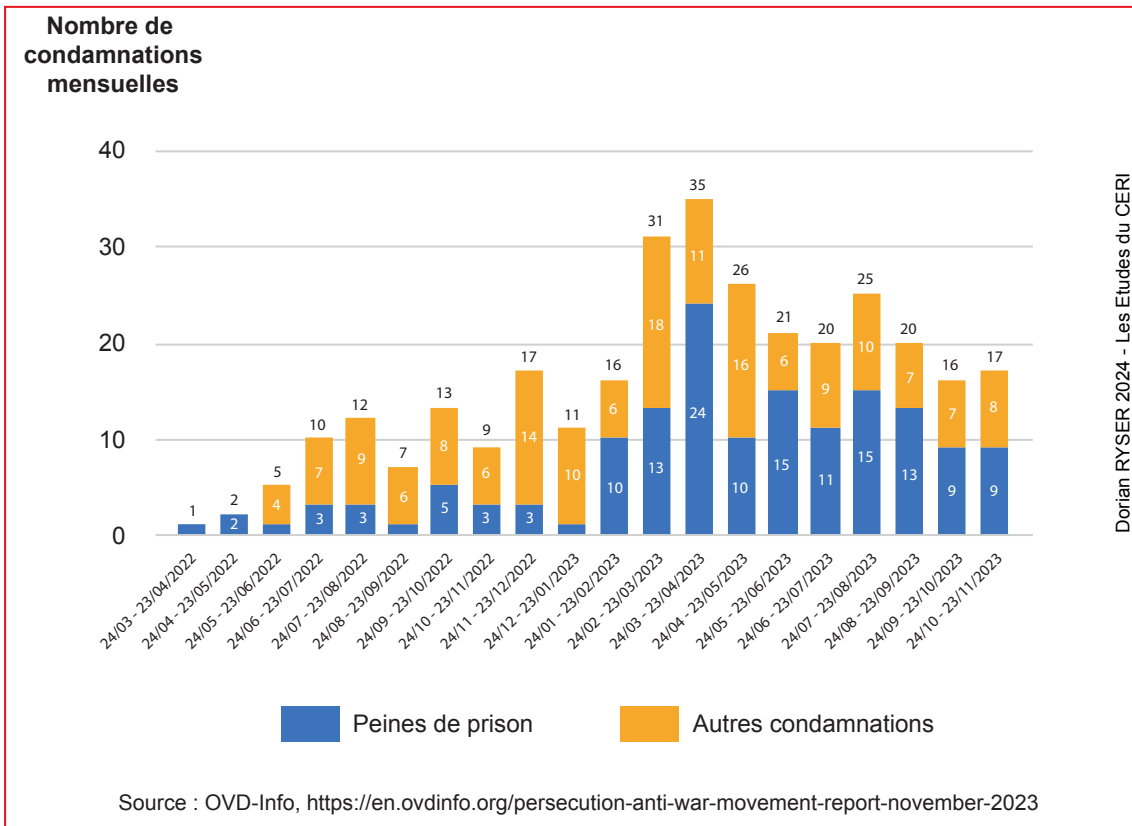
Cet arsenal répressif se déploie dans un contexte de forte méfiance interpersonnelle, liée à la peur de la délation. Depuis février 2022, la dénonciation de personnes jugées critiques à l'égard de l'offensive russe a fortement progressé, comme le montre l'augmentation des signalements adressés tant à la justice qu'à l'autorité de régulation d'Internet (Roskomnadzor)³. La délation se déploie dans la vie quotidienne : les voix contestataires surveillent leurs propos dans les lieux publics, les transports en commun et les réseaux sociaux, tandis que les enseignants, les écoliers et les lycéens s'exposent à des risques

¹ OVD-Info, « Persecution of the anti-war movement report », 29 novembre 2023, <https://en.ovdinfo.org/persecution-anti-war-movement-report-november-2023>

² OVD-Info, « Anti-war criminal cases », <https://repression.info/en/articles>

³ Natalia Granina, « Sila strakha rabotaet » (La force de la peur fonctionne), *lenta.ru*, 24 avril 2023, <https://lenta.ru/articles/2023/04/24/donos/>

Figure 2
Répression en Russie de l'opposition à la guerre
en Ukraine, mars 2022-novembre 2023



Dorian RYSER 2024 - Les Etudes du CERI

dès lors qu'ils émettent un point de vue critique, en classe ou en ligne. Cette surveillance mutuelle ouvre la voie à de fréquents règlements de compte. Elle suscite aussi des vocations de délateurs, qui multiplient les signalements aux autorités. Au sein des élites dirigeantes, des personnalités occupent également ce créneau et se vantent de livrer aux autorités des célébrités jugées suspectes, notamment dans le monde de la culture. C'est notamment le cas d'Ekaterina Mizoulina qui, à la tête de la Ligue pour la sécurité d'Internet, traque les contenus illégaux ou jugés amoraux et dénonce publiquement les rappeurs qui tiennent des propos à ses yeux répréhensibles. C'est également le cas de Vitali Borodine, ancien policier passé dans la sécurité privée, familier des « points chauds » (Syrie, Crimée, Donbass), qui se spécialise désormais dans la dénonciation des journalistes travaillant à ses yeux pour le compte de l'ennemi. Emblématique de ces détenteurs de pouvoir multipositionnés, connecté aux élites politiques tout en revendiquant d'agir au nom de la société civile, il a désormais pris la tête d'une structure nommée « Projet fédéral sur la sécurité et la lutte contre la corruption », dont le sigle (FPBK) copie celui de la fondation dirigée par Alexeï Navalny (FBK). Se vantant d'être la bête noire des fonctionnaires corrompus, Vitali Borodine prétend par la délation « montrer au peuple les ennemis de notre temps »⁴.

⁴ Lilia Iaparova, « Znakomtes' : Vitalii Borodin – aktivist, napisavchii donos na izdanie 'Proekt' » (Faites connaissance : Vitali Borodine – l'activiste qui a dénoncé la publication « Proekt »), *Meduza*, 20 juillet 2021, <https://meduza.io/feature/2021/07/20/znamomtes-vitaliy-borodin-aktivist-napisavshiy-donos-na-izdanie-proekt>

La répression vise en premier lieu des cibles usuelles, telles que les militants politiques, les responsables d'ONG critiques, les journalistes, les artistes et les universitaires, mais s'étend désormais aussi aux avocats. Dans le prolongement des affaires Navalny, les derniers porte-voix de l'opposition libérale font les frais d'un acharnement judiciaire inédit. Longtemps proche de l'opposant Boris Nemtsov, assassiné en 2015 à Moscou, Vladimir Kara-Mourza écope en avril 2023 d'une peine de 25 ans de prison pour « haute trahison », en lien avec ses opinions politiques. Condamné en décembre 2022 à huit ans et demi de détention pour avoir « discrédité » les forces armées russes, Ilia Iachine, un des rares députés municipaux d'opposition dans la ville de Moscou, voit sa peine confirmée en appel en avril 2023. Les militants des droits de l'homme sont également persécutés, comme le montrent par exemple la dissolution le 27 avril 2023 du centre Sova, une ONG qui fait autorité dans la lutte contre le nationalisme et le racisme en Russie, ou les interpellations opérées en août au sein de Golos, une association spécialisée dans la dénonciation des fraudes électorales.

Contraint de s'expatrier pour survivre, le monde du journalisme critique est lui aussi sévèrement frappé. Le 15 février 2023, Maria Ponomarenko, qui travaille pour le site web d'actualités *RusNews*, est condamnée à six ans de prison pour avoir relayé de « fausses informations » sur le bombardement de Marioupol par l'armée russe. De même, la correspondante au Tatarstan de Radio Free Europe/Radio Liberty, Alsou Kourmacheva, est placée en détention provisoire le 23 octobre 2023 pour avoir manqué aux obligations que lui impose l'assignation comme « agent étranger ». Les journalistes russes ou binationaux réfugiés à l'étranger ne sont pas à l'abri de la justice russe, comme le montrent la condamnation par contumace d'Ilia Krasilchtchik à huit ans de prison pour diffusion de « fausses informations » ou les poursuites lancées contre Masha Gessen. Enfin, pour la première fois depuis la guerre froide, un journaliste américain a été placé en détention : il s'agit d'Evan Gerchkovitch, journaliste au *Wall Street Journal*, arrêté à Ekaterinbourg le 30 mars 2023 et accusé d'espionnage.

A la liste des victimes de la répression politique s'ajoutent artistes et universitaires. L'expression est surveillée dans le monde de la musique, du théâtre et du cinéma. Rappeurs et musiciens doivent prêter allégeance au pouvoir pour éviter des démêlés judiciaires, par exemple en se produisant dans le Donbass occupé. Dans le monde du théâtre, l'affaire du spectacle *Finist, le vaillant faucon* a marqué les esprits. L'auteure (Svetlana Petriïtchouk) et la metteuse en scène (Evguenia Berkovitch) de la pièce, jouée pourtant à Moscou depuis 2021, sont placées en détention provisoire le 6 mai 2023. Elles sont suspectées d'apologie du terrorisme, sous prétexte d'évoquer le destin de femmes russes qui, après un contact sur Internet, partent en Syrie épouser des islamistes. Les deux artistes risquent jusqu'à sept ans de prison. Leurs poursuites suscitent l'émotion dans le monde du théâtre, russe et international. En novembre 2023, la condamnation à sept ans de détention d'Alexandra Skotchilenko, arrêtée à Saint-Pétersbourg en avril 2022 pour avoir remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché par des messages dénonçant l'offensive en Ukraine, a également suscité une vive émotion. Les dénonciations touchent en outre le monde universitaire : suite à un signalement de ses étudiants, une professeure de mathématiques est par exemple licenciée et judiciairement sanctionnée d'une amende pour avoir proféré en classe des propos « discréditant » l'emploi des forces armées, tandis qu'un professeur d'histoire et plusieurs étudiants de Saint-Pétersbourg sont renvoyés pour un motif similaire.

Alors que les cibles recensées étaient déjà dans le collimateur du pouvoir en place, la présence d'avocats dans la liste témoigne de la transgression d'une ligne plus inhabituelle. L'arrestation le 13 octobre 2023 de Vadim Kobzev, le défenseur d'Alexeï Navalny, et de deux autres collègues pour « participation à une organisation extrémiste » défraie à

ce titre la chronique. Elle rompt avec une période où, même si les procès étaient perdus d'avance, les avocats des opposants pouvaient néanmoins exercer leur activité professionnelle sans être inquiétés outre mesure⁵.

La répression s'accompagne d'un renforcement de l'ordre moral, visant notamment à gouverner la sexualité. Dès novembre 2022, le législateur étend l'interdiction de la « propagande » des relations sexuelles « non traditionnelles », qui visait initialement à protéger les mineurs, à l'ensemble de la population. Adoptée en juillet 2023, une loi interdisant la transition de genre prévoit des sanctions contre les soignants. En novembre de la même année, la justice considère comme « extrémiste » le « mouvement civil international LGBT ». Bien que cette assignation ne corresponde pas au nom d'une organisation dûment enregistrée, elle fait planer la menace de poursuites judiciaires sur l'ensemble des représentants de la communauté LGBT+, qui doivent veiller à ne pas faire publiquement état de leur préférence sexuelle. Toute forme de militantisme associée à cette cause, y compris l'affichage de symboles tels que l'arc-en-ciel, devient ainsi passible de la loi. De même l'idée de soumettre les étrangers se rendant en Russie à la signature d'un « contrat », dans lequel ils s'engageraient notamment à ne pas promouvoir les relations sexuelles dites « non traditionnelles », ressurgit fin 2023.

La répression des opinions politiques et des minorités sexuelles s'appuie sur la surveillance d'Internet. En février 2023, des hackers révèlent comment le Roskomnadzor met en œuvre la censure, en vérifiant l'usage de mots clés jugés suspects, en surveillant experts, journalistes et artistes considérés comme des « agents étrangers » et en s'équipant afin de mieux contrôler les images et vidéos. Ce travail aboutit à l'effacement de 150 000 pages internet et publications sur les réseaux sociaux, ainsi qu'au blocage de l'accès à près de 100 médias russes ou étrangers et à plus de 600 sites ukrainiens. De nombreux réseaux privés virtuels (ou VPN) sont bloqués sur le territoire russe au cours de l'été 2023. Visant aussi bien les médias que les blogs, les sites militants que les réseaux sociaux étrangers, cette politique incite à la dénonciation et favorise la multiplication des justiciers anonymes⁶.

Haro sur les « turbopatriotes »

Alors que l'ennemi principal des dirigeants russes revêt de nos jours les traits d'un traître à la solde du monde occidental, il doit partager l'affiche avec une autre figure d'adversaire, associée aux ultranationalistes jugés trop radicaux. Si cette orientation répressive a déjà été observée dans le passé, elle semble réactivée depuis le début de l'été 2023. Après une série d'attentats, imputés aux services secrets ukrainiens, visant des personnalités ultranationalistes – la journaliste et militante Daria Douguina le 20 août 2022, le blogueur Vladlen Tatarski le 2 avril 2023, l'écrivain et homme politique Zakhar Prilepine le 6 mai 2023 –, le gouvernement russe met hors d'état de nuire les leaders susceptibles de le menacer. Cette offensive contre les « turbopatriotes » frappe des personnalités plus proches du pouvoir que les « libéraux », mais qui n'hésitent pas à critiquer l'action gouvernementale, notamment la conduite de l'offensive armée. A quelques mois du scrutin présidentiel de mars 2024,

⁵ Renata Mustafina, « Comment devient-on "prisonnier politique" en Russie ? Métamorphoses d'une catégorie entre héritage dissident et expertise des droits de l'homme », *Politix*, Vol. 132, n° 4, 2020, pp. 125-154.

⁶ Voir la *timeline* « Internet en Russie, de la paix à la guerre (2010-2022) » préparée dans le cadre du projet Resistic, <https://timeline.resistic.fr/resistic/timeline>. Sur la régulation du numérique en Russie, voir Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani (dir.), *Genèse d'un autoritarisme numérique. Répression et résistance sur Internet en Russie, 2012-2022*, Paris, Presses des Mines, 2023.

l'administration cherche à empêcher la montée en puissance d'un candidat plus radical, auréolé d'une légitimité militaire et susceptible de concurrencer l'actuel chef de l'Etat. Rappelant le général Alexandre Lebed, un tel leader pourrait en outre chercher à occuper la place laissée vacante par Vladimir Jirinovski, le politicien démagogue décédé en avril 2022, qui parvenait à capter une partie des voix protestataires.

Le cas le plus mémorable est de toute évidence celui d'Evgueni Prigojine. Après avoir ouvertement critiqué la stratégie militaire russe en Ukraine, le sulfureux homme d'affaires redoute que la compagnie militaire privée qu'il dirige, Wagner, soit absorbée par le ministère de la Défense. Le 24 juin 2023, Evgueni Prigojine défie le Kremlin en dénonçant les mensonges du ministre de la Défense sur le conflit en cours et en déplaçant des milliers d'hommes vers Moscou pour le déloger. Il appelle les Russes à le rejoindre dans son combat contre les élites fédérales corrompues. Dénoncé comme un « traître » par Vladimir Poutine, poursuivi pénalement pour appel à l'insurrection, il rebrousse cependant chemin au bout de quelques heures et se replie au Bélarus. Les enquêtes le visant sont abandonnées, puis il disparaît jusqu'au 23 août 2023 : ce jour-là l'avion dans lequel il se trouve avec d'autres dirigeants de Wagner explose en plein vol. Sa disparition brutale est généralement imputée aux dirigeants russes, désireux de se venger deux mois après son coup de force.

Le chantage à l'insurrection opéré par Evgueni Prigojine en juin provoque des répercussions sur d'autres personnalités liées au monde militaire. C'est le cas du général Sergueï Sourovikine, suspecté d'être proche du rebelle : il est démis de sa fonction de commandement des troupes russes en Ukraine, à peine quelques heures avant l'explosion de l'avion dans lequel se trouve Evgueni Prigojine. C'est aussi le cas d'Igor Guirkine, alias Igor Strelkov, un militaire habitué des zones de combats dans l'espace postsoviétique depuis le début des années 1990. Ayant joué un rôle clé lors de l'invasion de la Crimée et l'occupation du Donbass en 2014, il défend des thèses nationalistes radicales. Critiquant l'action du ministère de la Défense depuis mars 2022, il épargne de moins en moins le chef de l'Etat jusqu'à son arrestation en juillet 2023. Placé en détention provisoire et soumis à une enquête menée dans le plus grand secret, il est accusé d'avoir voulu appeler à des activités « extrémistes » sur Internet.

La crise provoquée par Evgueni Prigojine éclaire la cohésion des élites et l'adhésion de la population à la politique menée. Fondée sur le partage de valeurs et la peur de la répression, cette cohésion se traduit par le fait que nul ne s'est risqué le 24 juin 2023 à soutenir le rebelle contre les autorités dirigeantes. Une telle situation montre que la stratégie diplomatique occidentale vis-à-vis de la Russie a pour l'heure échoué. L'un des objectifs de la politique de sanctions consistait en effet à miner la légitimité du gouvernement, à accroître le ressentiment afin de pousser la population et une partie des élites à s'opposer au pouvoir en place. Pour l'heure, aucun des deux scénarios envisagés – la révolte de la population, la division des élites dirigeantes – n'a vu le jour en Russie. Le soutien de la population aux dirigeants ne peut être apprécié, faute de sources disponibles, mais aucun signe de désaffection massive ne semble être observé. Les enjeux liés à la démocratie et à la défense des droits de l'homme ne concernent qu'une partie réduite de la population, urbanisée, éduquée et relativement aisée. Le vieillissement démographique renforce vraisemblablement l'adhésion aux priorités gouvernementales.

Comme l'a montré le test Prigojine, les élites sont elles aussi demeurées loyales. C'est notamment le cas dans les régions : rares sont les initiatives locales qui semblent échapper à une supervision fédérale. Le Nord-Caucase fait sur ce point exception : au-delà des habituelles démonstrations d'autonomie de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie, les agressions antisémites qui se sont déroulées au Daghestan à partir de la fin du mois d'octobre 2023 ont semblé prendre de court les autorités. En dehors de ces exceptions, l'allégeance au pouvoir

en place est de mise au sein des élites dirigeantes locales. Contrairement aux scrutins précédents, les élections régionales de septembre 2023 n'ont créé aucune surprise : les autorités exécutives restent sous le contrôle du pouvoir fédéral. La campagne permanente contre la corruption des élites politiques et administratives renforce cette cohésion, en provoquant régulièrement des condamnations et des peines sévères, comme l'illustre l'emprisonnement pour douze ans de l'ancien ministre Mikhaïl Abyzov pour délinquance économique⁷.

*

* *

Toutes les conditions sont donc réunies pour assurer un triomphe à Vladimir Poutine en 2024. Le président peut non seulement compter sur le soutien de l'administration fédérale et des pouvoirs régionaux, mais aussi sur l'appui de représentants de la société civile cooptés par le pouvoir et d'artistes enthousiastes. Le succès du chanteur Iaroslav Dronov, alias Chaman, est à ce titre emblématique : multipliant les hits patriotiques depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, il soutient avec ferveur le chef de l'Etat. Il contribue à l'autocélébration d'une nation qui, à grand renfort d'expositions grandioses et de spectacles édifiants, se gargarise de sa souveraineté reconquise.

⁷ Voir sur ce sujet Gilles Favarel-Garrigues, *La verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie sous Poutine*, Paris, La Découverte, 2023.

Pour citer cet article : Gilles Favarel-Garrigues, « Statu quo politique en Russie face aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

L'Ukraine en temps de guerre : où en sont les réformes internes ?

par Anastasia Fomitchova

Presque deux ans après le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, quelque 17 % du territoire est toujours occupé et 11 millions d'Ukrainiens ont été déracinés de leurs foyers¹. Bien que le pays soit quotidiennement bombardé, l'Ukraine a continué à avancer sur le chemin des réformes et de la lutte anti-corruption, conditions imposées par ses partenaires occidentaux pour continuer à bénéficier d'un soutien militaire et économique et pour ouvrir les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Les restrictions liées au conflit et au régime de la loi martiale ont eu des effets inattendus : elles ont permis non seulement de rendre le travail des institutions plus efficace, mais également de limiter l'influence des oligarques sur la scène politique, un des facteurs à l'origine de la faiblesse systémique de l'Etat.

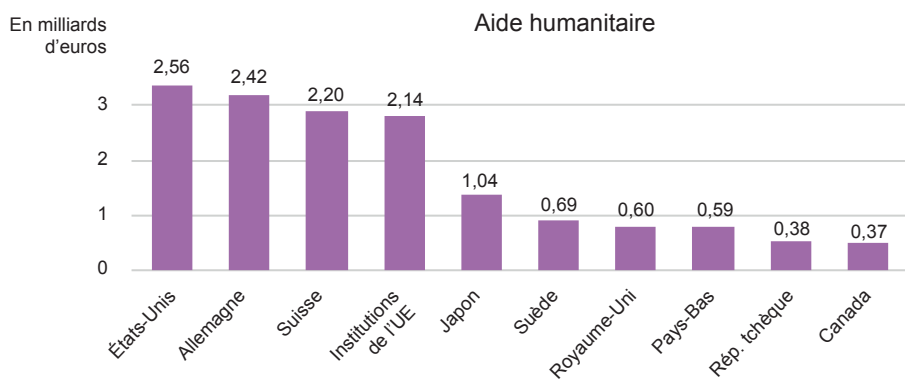
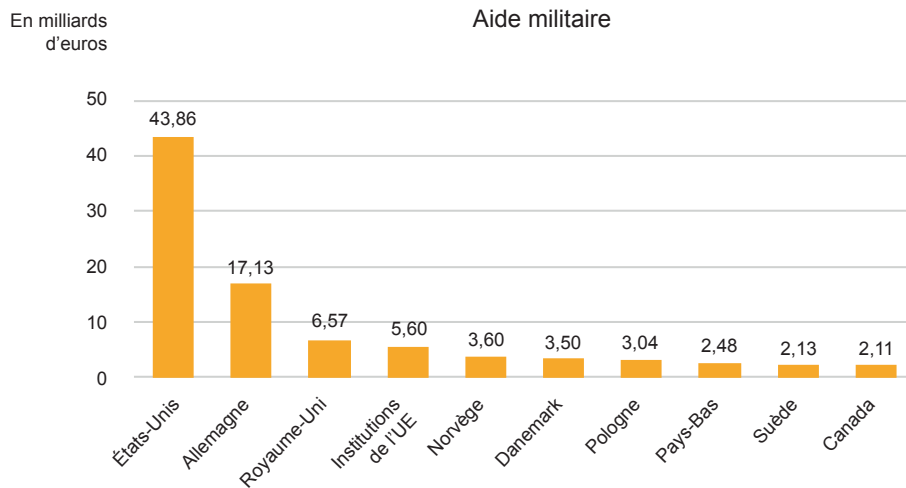
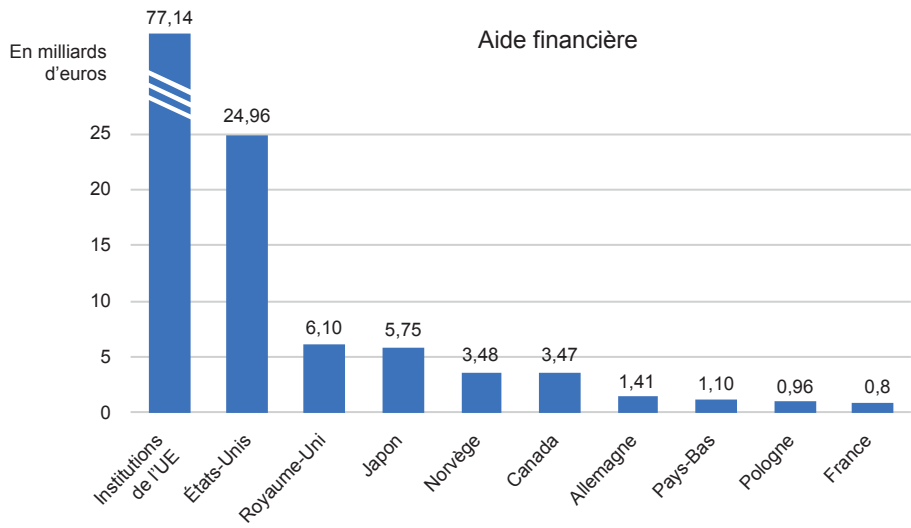
Le régime de la loi martiale : le fonctionnement démocratique entravé par la guerre

Le 24 février 2022, l'invasion par l'armée russe a amené le pouvoir ukrainien à proclamer l'état d'urgence et à instaurer la loi martiale. Ce régime d'exception, reconduit depuis par le Parlement tous les six mois, signifie des restrictions en matière de droits et de libertés des citoyens qui affectent le fonctionnement démocratique du pays. Dans le contexte de la mobilisation générale, hors autorisations exceptionnelles délivrées par l'administration militaire, les hommes valides entre 18 et 60 ans ne peuvent pas quitter le pays, les manifestations sont interdites et aucune élection ne peut être organisée.

Dans ce contexte d'état d'urgence, le processus décisionnel s'est retrouvé centralisé au niveau du bureau présidentiel. Les institutions continuent de fonctionner, mais certains outils démocratiques sont limités pour des raisons de sécurité nationale. Au début de la guerre, le renforcement du pouvoir exécutif et ces restrictions ont été soutenus par la population. Selon une étude menée par le Kyiv International Institute of Sociology (KIIS) en août 2022, s'il était important pour 94 % des sondés que l'Ukraine devienne une démocratie pleinement opérationnelle, 58 % des personnes interrogées pensaient qu'en temps de guerre un dirigeant fort était plus important que le système démocratique, et 76 % estimaient justifiée l'ingérence du président dans les activités du Parlement et du gouvernement. Dès les premières semaines de l'agression russe, plusieurs mesures visant à limiter l'influence des réseaux russes en Ukraine ont ainsi été adoptées. En mars 2022, un décret du Conseil national de sécurité et de défense (CNSD) a notamment interdit les activités de partis politiques pro-russes comme la Plateforme d'opposition - Pour la vie coprésidée par Viktor Medvedtchouk, un oligarque proche de Vladimir Poutine. Toutefois, si les activités de ces partis d'opposition se retrouvent censurées, les députés n'ont pas été privés de leur mandat et ont continué de siéger à la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien.

¹ Agence des Nations unies pour les réfugiés, <https://www.unrefugees.org/emergencies/ukraine/>

Figures 3, 4, 5
Aides à l'Ukraine (engagements), 24 janvier 2022-31 octobre 2023



Source : Christoph Trebesch *et al.*, « The Ukraine support tracker », *Kiel Working Papers*, n° 2218, 2023.

Dorian RYSER 2024 - Les Etudes du CERI

Conséquence de la loi martiale, la transparence de la gouvernance est limitée. Le Parlement, où le parti présidentiel détient la majorité, est aujourd'hui davantage un outil de légitimation des décisions du président qu'un lieu de débat ou de contrôle de l'action du gouvernement. Justifié par la nécessité de limiter l'accès de l'ennemi à l'information, l'ordre du jour n'est plus publié, et les séances parlementaires ne sont plus enregistrées ni diffusées, ce qui empêche toute forme de contrôle des évolutions législatives par la société civile². L'accès à l'information est lui aussi restreint. Dès le 20 mars 2022, un décret du CNSD sur la mise en place d'une politique d'information unifiée regroupe les chaînes de télévision nationale en une seule plateforme, United News³. Les principaux grands groupes médiatiques, comme 1 + 1 détenu par l'oligarque Ihor Kolomoïsky, Inter Media que possède l'oligarque en exil Dmytro Firtash, ou encore Media Group Ukraine, propriété de Rinat Akhmetov jusqu'en juillet 2022, acceptent de se joindre à cette plateforme. Le 20 décembre 2022, le Parlement adopte une loi accroissant le pouvoir de réglementation du gouvernement sur la télévision, la radio et les sites d'information.

Les dispositions introduites par la loi martiale ont donc amené les institutions à fonctionner selon une logique non routinière, et la guerre à limiter l'opposition pro-russe. La réduction de la transparence, le contrôle de l'information et la limitation des débats parlementaires auraient pu nourrir des dynamiques néopatrimoniales. Le contraire s'est produit. Ces mesures restrictives ont accéléré le processus de réformes, notamment dans le domaine de la lutte anti-corruption⁴. L'octroi du statut de candidat à l'Union européenne en juin 2022 a déclenché une activité parlementaire particulièrement dense en 2022 et 2023 : plus de 1 700 projets de lois ont été examinés au cours de chacune de ces deux années. Par ailleurs, ces mesures ont eu pour effet de modifier l'économie politique du pays et de rendre le processus décisionnel beaucoup plus efficace. En effet, la centralisation du pouvoir et la limitation de l'activité parlementaire ont permis de contourner les pratiques de patronage d'acteurs politiques par des oligarques au sein de l'arène parlementaire, pratiques qui ont été avant 2022 à l'origine de nombreux blocages.

L'horizon européen, un effet levier pour les réformes

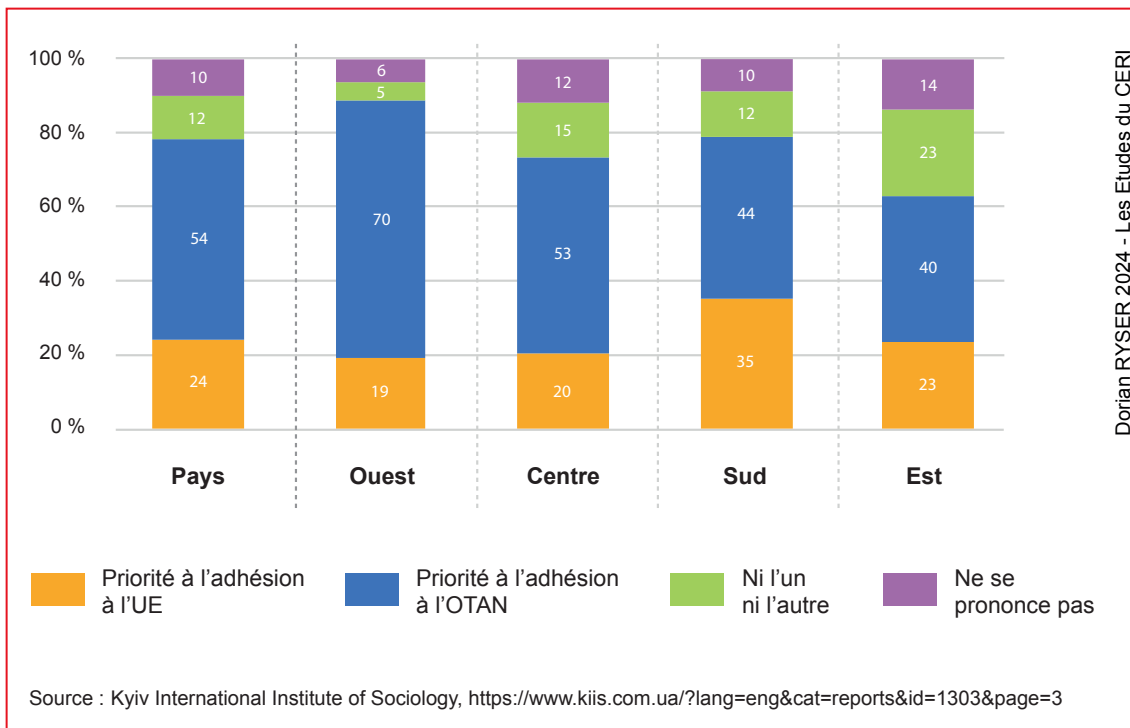
Lors de l'octroi à l'Ukraine du statut de pays candidat à l'UE, la Commission européenne a établi une liste de critères pour ouvrir les négociations d'adhésion. Ses recommandations portaient notamment sur des réformes substantielles dans le secteur judiciaire, comme la mise en place d'une procédure de sélection des juges de la Cour constitutionnelle, sur le renforcement de la lutte anti-corruption – en particulier à haut niveau, par la nomination d'un nouveau chef du Bureau du procureur spécialisé dans la lutte anti-corruption et du Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) – et sur la mise en œuvre d'une loi anti-oligarchie tenant compte de l'avis de la commission de Venise, un organe consultatif du Conseil de l'Europe chargé de fournir des conseils juridiques aux Etats sur la conformité de leurs réglementations avec les normes de l'UE. La Commission européenne demandait également de revoir certaines législations, comme celles sur la lutte contre le blanchiment d'argent, la régulation des médias ou encore les minorités nationales.

² Margaryta Khvostova, « Résister et réformer : la démocratie ukrainienne après un an de guerre », European Council on Foreign Relations, 8 mars 2023, <https://ecfr.eu/paris/article/resister-et-reformer-la-democratie-ukrainienne-apres-un-an-de-guerre/>

³ Galyna Ostapovets, « Has Ukraine's news telethon impacted media freedom ? », *Institute for War & Peace Reporting*, 3 mai 2023, <https://iwpr.net/global-voices/has-ukraines-news-telethon-impacted-media-freedom>

⁴ Rapport de la Commission européenne, 16 juin 2022, https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/opinion-ukraines-application-membership-european-union_fr

Figure 6
Adhésion à l'UE ou à l'OTAN :
les priorités des Ukrainiens, octobre 2023



Les recommandations de la Commission européenne viennent compléter des avancées qui avaient déjà été faites avant l'invasion russe dans le secteur de la lutte anti-corruption, notamment dans le domaine de la désoligarchisation. Entre autres avancées législatives, une loi portant « sur la prévention des menaces pour la sécurité nationale liées à l'influence excessive de personnes ayant un poids économique ou politique important dans la vie publique » avait été adoptée en novembre 2021. Cette loi, dont l'objectif est de limiter les outils mobilisés par les oligarques pour peser sur la vie politique, avait fait l'objet de nombreuses résistances au moment de son vote à la Verkhovna Rada. Elle prévoit la création d'un registre des oligarques, tenu par le CNSD, qui les répertorie à partir d'une liste de critères et leur interdit de financer les activités de partis politiques en Ukraine ou de prendre part aux appels d'offres dans le cadre de privatisations à grande échelle. Dès 2021, les oligarques visés par cette loi avaient adopté des stratégies de contournement pour ne pas être inscrits sur ce registre. Malgré son entrée en vigueur, la loi n'est pas appliquée. Le 19 septembre 2023 un arrêté gouvernemental suspendait sa mise en application en attendant l'avis de la commission de Venise sur certaines de ses modalités⁵.

Cependant, la guerre et le régime de la loi martiale permettent au pouvoir politique de continuer à œuvrer à la limitation de l'influence de ces oligarques sur l'Etat en prenant des mesures exceptionnelles contre certains d'entre eux. Ihor Kolomoïsky, qui avait mis en place un schéma de détournement de 5,5 milliards de dollars en près d'une décennie par le biais de la première banque du pays (PrivatBank) avant que celle-ci soit nationalisée,

⁵ Dmytro Mikhaïlov, « Le gouvernement a reporté le lancement du registre des oligarques jusqu'à la fin de la guerre » (en ukrainien), *Suspilne Media*, 22 septembre 2023, <https://suspilne.media/578363-urad-vidklav-zapusk-reestru-oligarhiv-do-zakincenna-vijni/>

ou encore Vadim Rabinovich, un ancien membre du parti Plateforme d'opposition - Pour la vie qui avait fui le pays en février 2022, sont déchus de leur nationalité ukrainienne. Viktor Medvedtchouk, déjà inculqué pour haute trahison en 2021, est arrêté en avril 2022, puis échangé avec 55 soldats russes contre 215 prisonniers militaires ukrainiens en septembre 2022. En novembre suivant, sur la base d'une loi portant sur « le transfert, l'expropriation ou la saisie de biens dans le cadre de la loi martiale ou de l'état d'urgence », les actifs de plusieurs grandes sociétés industrielles sont confisqués. Aujourd'hui biens militaires gérés par le ministère de la Défense⁶, ils devraient être restitués à leur propriétaire à la fin de la loi martiale ou leur être remboursés. Parmi ces sociétés se trouvent notamment UkrNafta et Ukrtratnafta, dont Ihor Kolomoïsky est l'un des principaux actionnaires. Le 1^{er} février, des perquisitions en lien avec une enquête sur des allégations d'évasion fiscale de ces sociétés sont menées par les services de sécurité et le Bureau de la sécurité économique au domicile de l'oligarque. Accusé de fraude et de blanchiment d'argent, il est placé en détention en septembre 2023.

La guerre donne ainsi au pouvoir la possibilité de renverser par la voie légale le rapport de force avec les principaux acteurs économiques ukrainiens, dont les stratégies de captation ont été à l'origine de la corruption systémique qui ravage le pays depuis le milieu des années 1990. Ces avancées sont considérées par les partenaires européens de l'Ukraine comme un excellent indicateur de la capacité de Kiev, malgré la guerre, à lutter contre la corruption. En effet, après 2014, plusieurs organismes créés en réponse aux demandes des bailleurs de fonds (Banque mondiale, Union européenne et Fonds monétaire international) s'étaient révélés inefficaces pour lutter contre la corruption, notamment en raison du manque de volonté politique et de coordination entre les institutions de lutte anti-corruption. Conformément aux recommandations de la Commission européenne, en juillet 2022 un nouveau procureur général est nommé au sein du parquet anti-corruption. 300 enquêtes sont menées au cours du second semestre 2022, tandis que le Bureau du procureur met en accusation 14 individus et amène 56 affaires pénales devant les tribunaux. La deuxième partie d'une vaste enquête incriminant des dirigeants de DTEK, la société énergétique appartenant à Rinat Akhmetov, et plusieurs membres de la Commission nationale de régulation de l'énergie et des services publics, est achevée début 2023⁷.

Une autre condition imposée par la Commission européenne est une réforme effective du secteur judiciaire. Afin de garantir leur intégrité et leur indépendance à l'égard du pouvoir politique, une loi sur le processus de sélection des juges de la Cour constitutionnelle est adoptée en décembre 2022. Deux instances structurelles du système judiciaire, le Haut Conseil de justice (HCJ) et la Haute Commission de qualification des juges (HCQJ), dont le fonctionnement était suspendu depuis 2019, redeviennent opérationnelles. Avec l'appui d'un Conseil d'intégrité publique composé d'experts de la société civile et d'avocats⁸, huit nouveaux membres du HCJ sont nommés en janvier 2023 et la HCQJ se voit donner comme objectif de pourvoir plus de 2 000 postes judiciaires vacants, soit près de la moitié du système judiciaire ukrainien, et d'évaluer la qualification de près de 1 900 juges en exercice.

Les avancées dans la lutte anti-corruption sont portées par la volonté politique. Confronté à plusieurs scandales, notamment dans le secteur de la défense, le pouvoir a pris, malgré la guerre, des décisions fortes. En 2023, plusieurs hauts fonctionnaires sont démis de leurs

⁶ Mikhail Minakov, « War, de-oligarchization and the possibility of anti-patronal transformation in Ukraine », dans Balint Madlovics et Balint Magyar, *Ukraine's Patronal Democracy and the Russian Invasion*, Budapest, Central European University Press, 2023, pp. 141-165.

⁷ Mykhail Minakov, « Fighting corruption in wartime Ukraine », Wilson Center, 13 février 2023.

⁸ Alyona Getmanchuk et Olena Halushka, « Mapping the progress of Ukraine's EU-led reforms » *Euractiv*, 11 octobre 2023, <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/opinion/mapping-the-progress-of-ukraines-eu-led-reforms/>

fonctions, comme le chef adjoint du bureau présidentiel, le ministre de la Défense, ainsi que plusieurs vice-ministres et gouverneurs régionaux. Le président de la Cour suprême est arrêté en avril pour un pot-de-vin présumé de 2,7 millions de dollars. Cette politique correspond aux attentes de la société ukrainienne : lors d'une enquête réalisée par le KIIS entre le 30 septembre et le 13 octobre 2023, en dehors de la guerre, la corruption venait en tête des préoccupations de 63 % des personnes interrogées, devant les salaires et les retraites.

Une société toujours unie dans l'effort de guerre et pour la démocratie

En 2023, la confiance envers le président, les forces armées ukrainiennes et les volontaires demeure très élevée, mais les affaires de corruption ont fragilisé le soutien au gouvernement et au Parlement : en octobre 2023, dans une enquête du KIIS, seulement 39 % faisaient encore confiance au premier, 21 % au second.

Le calendrier électoral prévoyait des élections législatives et présidentielles en 2024. Malgré les questionnements en termes de légitimité que pourraient soulever une absence de renouvellement du pouvoir politique et la baisse de confiance à l'égard des institutions, selon plusieurs sondages réalisés en 2023, plus de 70 % de la population soutiennent un report des élections à la fin du conflit. Plusieurs organisations de la société civile ont également alerté sur les risques que présenterait l'organisation d'un tel scrutin dans le contexte actuel de guerre. En raison des obstacles sécuritaires, des problèmes administratifs liés aux déplacements de la population et de la difficulté pour les citoyens ayant rejoint l'armée de participer à une campagne électorale, la tenue d'élections poserait, à leur avis, de graves questions en termes de légitimité pour les personnes et les organes élus, et elle pourrait à terme entraîner une déstabilisation de l'Etat⁹.

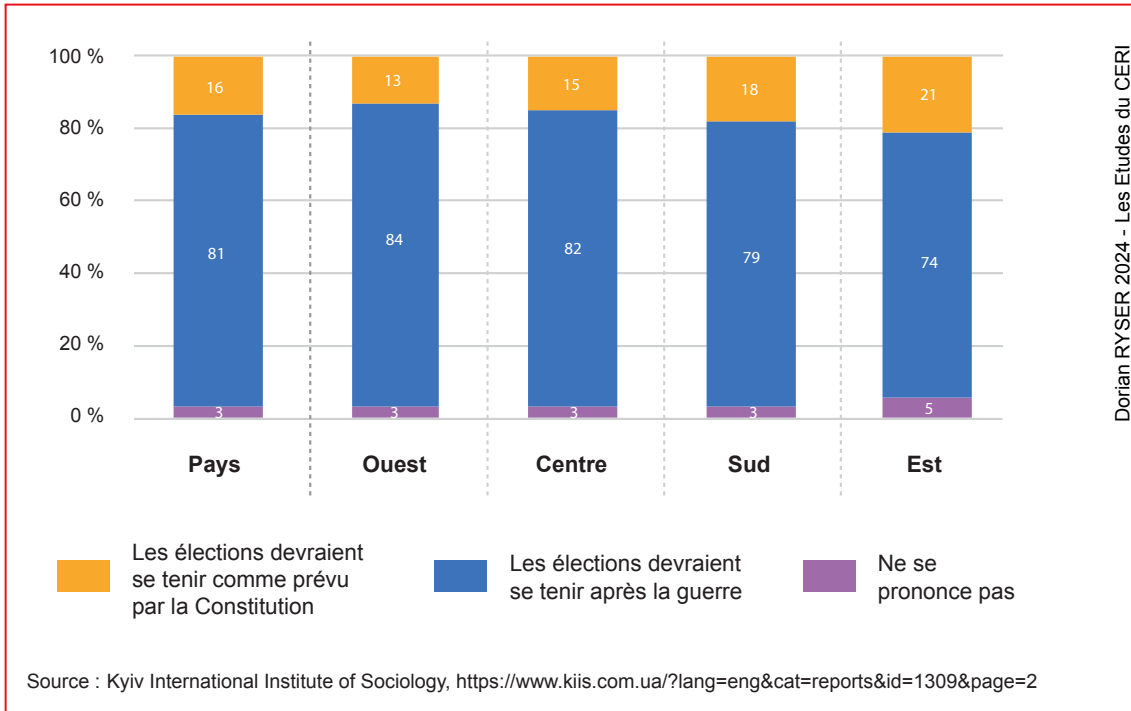
Si la société ukrainienne, qui s'est fortement mobilisée dans la résistance à l'invasion, en aidant ou en rejoignant directement les forces armées, se montre favorable à un report des élections, elle n'en reste pas moins attachée à la démocratie comme le prouvent plusieurs enquêtes du KIIS. En octobre 2023, 70 % des Ukrainiens se prononçaient, lorsque cela est nécessaire, pour la critique des autorités. Si la majorité était favorable à une limitation des droits et libertés en temps de guerre, seuls 7 % pensaient que ces restrictions se maintiendraient après le conflit, et pour la population ukrainienne, seule une issue victorieuse à la guerre est envisageable. Dans toutes les régions d'Ukraine, à l'exception de l'Est, plus de 80 % des personnes interrogées en mai 2023 se prononçaient contre des concessions territoriales, même si cela permettait d'obtenir une issue plus rapide à la guerre, et 88 % se déclaraient en faveur d'un système démocratique construit sur la base des normes de l'UE.

A la fin 2023, l'Ukraine a réussi à atteindre une grande partie des objectifs fixés par la Commission européenne en matière de réformes. Sur les sept objectifs fixés initialement, quatre ont été pleinement atteints. Malgré ces avancées, des progrès restent encore à faire dans les domaines de la lutte anti-corruption, du plan d'action contre l'oligarchie et de la réforme du cadre juridique pour les minorités nationales¹⁰. L'enjeu demeurera également de parvenir, malgré les nécessités de la loi martiale, à maintenir une certaine transparence de la gouvernance, de préserver l'autonomie des institutions par rapport au pouvoir politique et d'empêcher des formes de justice sélective dans la gestion des affaires de corruption.

⁹ James Rupert, « For Ukraine democracy : reforms now, elections when possible », United States Institute of Peace, 2 novembre 2023, <https://www.usip.org/publications/2023/11/ukraine-democracy-reforms-now-elections-when-possible>

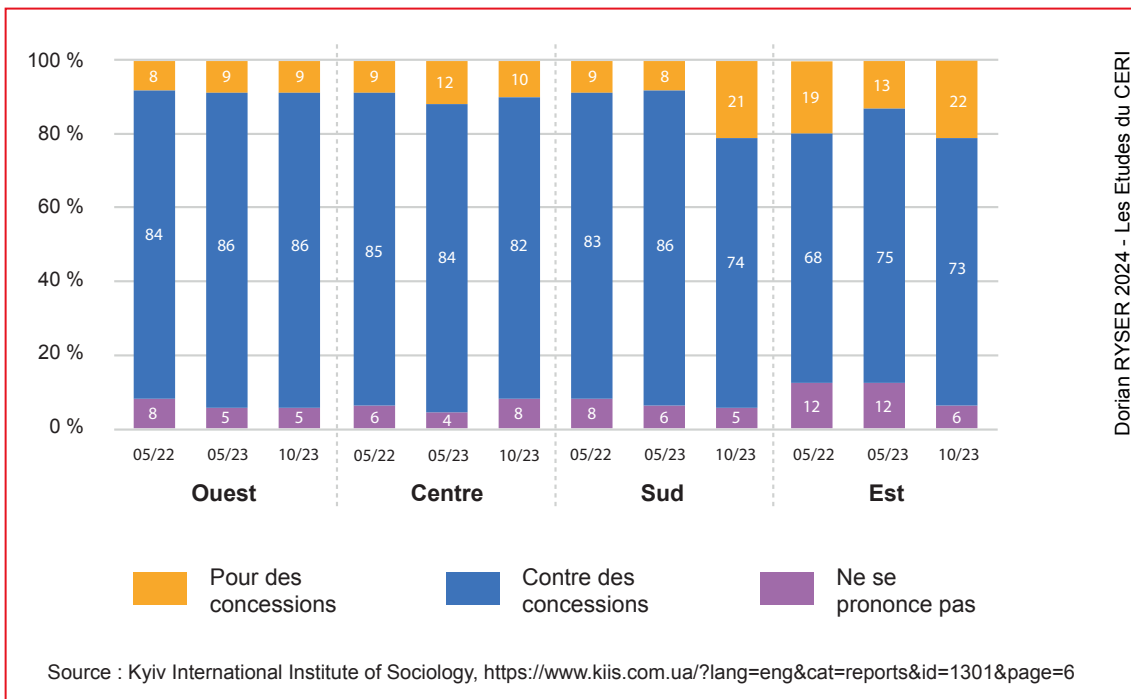
¹⁰ Rapport de la Commission européenne, 8 novembre 2023, https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/ukraine-report-2023_en

Figure 7
Attitudes des Ukrainiens concernant la date des élections, octobre 2023



Dorian RYSER 2024 - Les Etudes du CERI

Figure 8
Attitudes des Ukrainiens concernant d'éventuelles concessions territoriales, mai 2022-octobre 2023



Dorian RYSER 2024 - Les Etudes du CERI

Pour citer ce chapitre : Anastasia Fomitchova, « L'Ukraine en temps de guerre : où en sont les réformes internes ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement *par Gaïdz Minassian*

Rares ont été les spécialistes à observer que la guerre des 44 jours opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan du 27 septembre au 9 novembre 2020 annonçait la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, soit moins de deux ans après celle qui a embrasé le Caucase du Sud. Plus nombreux sont désormais les experts qui considèrent que la Russie, en plein enlisement en Ukraine, n'a plus les moyens d'afficher sa puissance dans le Caucase du Sud, comme l'illustrent en septembre 2023 la défaite arménienne et la mort de la « République du Haut-Karabakh », assimilée à un instrument de nuisance entre les mains de la Russie contre l'Arménie ou l'Azerbaïdjan en fonction de ses intérêts du moment. Cette matrice espace-temps – deux théâtres de guerre chronologiquement si proches autour du bassin de la mer Noire – n'explique pas à elle seule l'ensemble des interactions, qui sont multiples.

Des interactions géopolitiques, stratégiques et géo-économiques

Les interactions entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine s'opèrent dans un monde fracturé pendant l'épreuve de la pandémie de Covid-19, propice à une fragmentation du multilatéralisme et à un dérèglement du droit international – y compris le droit international humanitaire –, de telle sorte que le premier volet interactif est géopolitique. Ces deux conflits illustrent en effet la redoutable compétition que les puissances occidentales et les puissances eurasiennes se livrent pour la domination du monde. Pour la Russie, la Chine, l'Iran et la Turquie, l'Occident n'a plus la main sur le monde, c'est tout l'ordre mondial qui entre en pleine mutation¹ ; l'ère d'un monde postoccidental a sonné. Pour les Etats-Unis et l'Union européenne, « le monde est confronté à un choix entre l'autocratie et la démocratie », comme l'a déclaré en 2022 de Taïwan à Erevan, à quelques mois d'intervalles, l'ancienne présidente américaine de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à savoir d'un côté la Chine, la Russie, l'Azerbaïdjan, et de l'autre Taïwan, l'Ukraine et l'Arménie. Autrement dit, si l'Occident n'est plus le scribe du monde aux yeux des Russes et des Chinois, il leur répond qu'à cette heure, personne d'autre n'est en mesure d'écrire l'histoire mondiale.

De ce volet systémique découlent d'autres facteurs d'interaction, comme le volet stratégique. En 2020, l'un des objectifs de la Russie, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans l'offensive contre les Arméniens était de reconquérir le Haut-Karabakh pour démonétiser le groupe de Minsk chargé par l'OSCE de rétablir la paix dans la région et coprésidé par les Etats-Unis, la France et la Russie. Cette désoccidentalisation du Caucase du Sud fait écho à la volonté de Vladimir Poutine d'en finir en 2022 avec le régime pro-occidental en Ukraine. A Moscou, le raisonnement est limpide : si en six semaines de guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, l'Occident n'a pas été capable d'aller au-delà d'un appel à un cessez-le-feu, à quoi s'attendre d'autre dans une « guerre éclair » russe contre l'Ukraine ? Or, la réalité a été tout autre, la Russie a raté son calcul en s'enlisant en Ukraine. Ce nouveau rapport de force n'a fait qu'accélérer l'interaction entre ces deux conflictualités, au point que les Etats-Unis et l'Union européenne ont profité des revers russes en Ukraine pour revenir dans le Caucase du Sud avec de nouvelles intentions. Ainsi, en septembre 2022, après

¹ Isabelle Facon (dir), *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés Composés, 2022.

Carte 3
Arménie-Azerbaïdjan : conflit identitaire et voisinage difficile



l'agression azerbaïdjanaise contre l'Arménie, la Russie n'a pas répondu à l'appel de Erevan au nom de l'article 4 de la charte de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sur l'assistance directe des alliés en cas d'agression d'une puissance tierce. Washington et Bruxelles ont alors profité de ce coup de froid entre Erevan et Moscou pour mettre le pied dans la porte des relations russo-arméniennes et ouvrir une brèche stratégique qui ne cesse depuis de s'agrandir.

Afin d'empêcher Moscou de faire empire, les Occidentaux redoublent d'efforts pour marquer leur présence sur le pourtour de la Russie. De l'Ukraine à l'Asie centrale, cette volonté occidentale donne de l'épaisseur au volet géo-économique de l'interaction, où l'on voit s'opposer deux ambitions de désenclavement de l'Europe orientale et caucasienne. La Russie veut contrôler l'Ukraine et son littoral de la mer Noire mais aussi l'Arménie et sa frontière avec l'Iran. Or, Américains et Européens entendent l'en empêcher. La Russie a d'ailleurs tout fait dès 2013 pour que Kiev et Erevan ne signent pas un accord d'association avec Bruxelles. Si Erevan s'est plié à la volonté russe en raison du conflit du Haut-Karabakh, Kiev s'est insurgé contre le diktat de Moscou et a lancé la révolution de Maïdan. La Russie a répondu en annexant la Crimée et en favorisant un séparatisme pro-russe dans le Donbass.

Un peu plus au sud, à peine la guerre du Haut-Karabakh s'est-elle terminée en novembre 2020 par la défaite militaire de l'Arménie, que la Russie a lancé l'idée d'une coopération régionale entre les trois anciennes puissances impériales (Russie, Turquie, Iran) et les trois républiques du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), sous le format « 3 + 3 », dont la vocation est de réguler le développement économique de cet espace tampon sans la moindre participation de l'Occident. De même qu'elles sont très impliquées dans l'avenir du Caucase du Sud, les trois anciennes puissances impériales sont, à différentes échelles, parties prenantes du conflit en Ukraine. Si les Etats du format « 3 + 3 » ont en commun de ne pas participer aux sanctions contre la Russie, ce processus de convergence frappe par

son hétérogénéité. Ainsi, l'accord entre Moscou et Kiev sous la médiation d'Ankara pour sécuriser l'exportation des céréales ukrainiennes via la mer Noire a été suspendu durant l'été 2023. Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan sont plutôt à la recherche d'une route terrestre qui exposerait moins leurs différends sur la scène euro-méditerranéenne ; et dans cette perspective, la création d'un couloir traversant l'Arménie ou « couloir du Zanguezour » (qui permettrait à l'Azerbaïdjan d'avoir librement accès au Nakhitchevan et à la Turquie) pourrait, à leurs yeux, constituer une alternative crédible. Or, si l'Azerbaïdjan se réjouit de cette perspective, l'Arménie, les Occidentaux et l'Iran s'y opposent fermement. Téhéran a, en effet, conditionné son soutien militaire à Moscou (livraison de drones Shahed) à l'annulation de tout projet de découpage du territoire arménien². Quant à l'Arménie, elle propose, avec le soutien des Occidentaux, son plan de « carrefour de la paix », respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats concernés.

D'autres interactions qui sont juridiques, diplomatiques et militaires

Les interactions sont aussi juridiques en ce sens que, depuis les deux guerres post-soviétiques du Haut-Karabakh et d'Ukraine, le droit pénal international a effectué une nette percée en Europe orientale et caucasienne. La Cour pénale internationale a lancé en mars 2023 un mandat d'arrêt contre le président Vladimir Poutine et la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, pour crimes de guerre en raison de déportations d'enfants ukrainiens. Le président russe est-il devenu un paria ? Il est trop tôt pour le dire, mais sa liberté de circulation est remise en question, y compris chez ses « alliés », comme l'Arménie qui a ratifié en octobre 2023 le Statut de Rome de la Cour pénale internationale³. Fou de rage, Moscou considère que « l'Arménie prend le chemin de l'Ukraine » alors que Erevan motive sa décision dans le cadre d'un processus de criminalisation du président azerbaïdjanais Ilham Aliiev, accusé de crimes de guerre dans le Haut-Karabakh pendant la guerre de 2020 et lors de l'épuration ethnique de septembre 2023⁴. Dans cette même veine juridique, plus les vagues de sanctions occidentales contre la Russie se durcissent, plus les entreprises publiques et privées des Etats de la région en affaires avec les sociétés russes sanctionnées s'exposent à des mesures coercitives ciblées de la part des Occidentaux. L'Arménie, partenaire économique de la Russie, est potentiellement dans le collimateur des justices occidentales. Or, les Européens pratiquent eux-mêmes une politique de sanctions à géométrie variable. Alors que Bruxelles ne veut plus dépendre du gaz russe, la Commission européenne trouve chez Ilham Aliiev un « partenaire fiable » pour diversifier les approvisionnements des marchés européens. Or la Russie et l'Azerbaïdjan contournent les sanctions en permettant à Bakou de réexporter – discrètement vers l'Ouest et au prix fort – gaz et pétrole russes acquis à bas prix, sachant que 20 % du gisement gazier de Shah Deniz, dans la mer Caspienne, appartiennent à la société russe Lukoil, qui prélève sa part à un tarif élevé. Un véritable marché de dupes où non seulement l'Union européenne achète du gaz russe au prix du marché mais dévalue les démocraties et la diplomatie occidentale aux yeux des opinions publiques mondiales.

Justement, l'interaction entre les deux conflits revêt aussi un volet diplomatique. Lors des

² L'Iran, qui se méfie du panturquisme entre la Turquie et l'Azerbaïdjan et de la montée du sentiment national au sein des Iraniens d'origine azérie (15 à 17 millions d'habitants surtout au nord de l'Iran), tient à son désenclavement par le nord (Arménie-Géorgie) et à sa frontière avec l'Arménie chrétienne, seul Etat voisin non musulman, au nom de son ambition de dialogue des civilisations.

³ Cour pénale internationale, communiqué de presse, 17 novembre 2023, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/larmenie-devient-partie-au-statut-de-rome>

⁴ Après des mois de blocus imposé par Bakou, plus de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh ont fui la province au lendemain de l'opération de l'armée azerbaïdjanaise, les 19-20 septembre 2023.

votes à l'Assemblée générale des Nations unies de résolutions relatives à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'Arménie a pris ses distances avec Moscou et rejoint souvent le camp des abstentionnistes. Et lors des discussions au Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation dans le Haut-Karabakh, cet allié traditionnel de Moscou reçoit le soutien des Etats-Unis et de la France alors que la Russie se montre plus discrète à son égard.

Ces démarches mènent à une réflexion sur le volet militaire de l'interaction autour de deux points : les semi-conducteurs et les alliances. Depuis 2021, l'Arménie est devenue le quatrième Etat exportateur de semi-conducteurs pour le secteur de l'industrie de défense⁵. Entre les investissements américains grâce à l'implication d'ingénieurs de la diaspora arménienne, le développement du secteur des hautes technologies à Erevan et l'arrivée massive de jeunes cadres russes issus de ce domaine d'activité mais refusant d'être mobilisés sur le front ukrainien, l'Arménie se trouve au cœur d'une rivalité entre Russes et Américains et semble de plus en plus pencher du côté américain. Washington est en train d'encadrer l'ensemble du système de sécurité de l'Arménie en parrainant la réforme de son appareil de défense, la création de son service de renseignement extérieur et le premier lancement d'un satellite arménien dans l'espace. Cette compétition se lit aussi dans le domaine des alliances militaires. Comment expliquer par exemple que l'Arménie n'a pas obtenu des garanties de sécurité de la part de Moscou en 2022 lors de l'agression azerbaïdjanaise contre son territoire souverain ? Comment expliquer que Erevan pratique depuis plus de 18 mois la politique de la chaise vide lors des sommets de l'OTSC ? Comment expliquer enfin que l'Arménie n'a toujours pas accepté le déploiement d'une mission de cette organisation de sécurité collective sur son sol alors qu'elle a validé l'envoi d'observateurs de l'Union européenne le long de sa frontière avec l'Azerbaïdjan depuis l'automne 2022 ? L'Arménie n'entend pas sortir pour l'instant de l'OTSC mais sa position en retrait démontre cette dernière de l'intérieur. La question des alliances renvoie aussi aux tergiversations de la Turquie à propos de l'adhésion de la Suède à l'OTAN et de sa politique ambivalente à l'égard de l'Alliance atlantique dans la guerre en Ukraine.

Deux guerres existentielles, globales et identitaires

Enfin, dernière dimension interactive entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine, le volet politique renvoie à deux guerres existentielles⁶. Russes, Ukrainiens, Arméniens et Azerbaïdjanais misent dans ces deux conflictualités sur leur avenir en tant que nations souveraines. Si la Russie l'emporte en Ukraine, cela en sera fini de la souveraineté des républiques postsoviétiques. Si en revanche la Russie est défaite, les Etats de la périphérie russe renforceront leur souveraineté ; la Russie en perte d'influence se présenterait comme un Etat sous la menace de ses voisins : l'OTAN à l'ouest, la Turquie dans le Caucase du Sud et la Chine en Asie centrale. Ces guerres existentielles ou « guerres mondialisées », selon

⁵ Lire l'article de Marcin Frąckiewicz, *TS2.space*, 31 juillet 2023, <https://ts2.space/fr/larmenie-se-classe-quatrieme-dans-les-exportations-de-semi-conducteurs-pour-lindustrie-de-la-defense/#gsc.tab=0>

⁶ Pour les Ukrainiens et les Arméniens, ce sont des guerres de survie. Russes et Azerbaïdjanais disent aussi vivre ces conflits comme des guerres existentielles alors que l'existence de la Russie et de l'Azerbaïdjan n'est point menacée. Mais comme Moscou ne peut pas se penser autrement que sous la forme d'un empire, et Bakou sous la forme d'un Etat conquérant, tout ce qui pourrait porter atteinte à ces ambitions est vécu comme une catastrophe par la Russie et l'Azerbaïdjan.

l'expression de Bertrand Badie⁷, sont à la fois globales et identitaires. Globales, car elles sont de portée mondiale avec une caisse de résonance sociale (diasporas) et économique (hydrocarbures) et font intervenir, non seulement une ambition nationale de projection vers l'extérieur, mais également une volonté occidentale de débranchement des Etats menaçants à l'aide de sanctions visant à les couper des processus de la mondialisation. Identitaires, car si ces conflits redonnent au principe de territorialité une force qu'il avait perdue au profit de la notion plus vague d'espace, ils opposent surtout sur le terrain des formes de nationalismes à caractère social et mémoriel et à dimension historique et postsoviétique. Autrement dit, les peuples voisins de la Russie ont-ils droit à une souveraineté réelle et à une histoire autonome avec le soutien de l'Occident ou sont-ils condamnés à vivre comme des vassaux sans histoire de la Russie néo-impériale, dans le cadre d'une souveraineté russophile ?

*

* *

Plus que jamais la clé de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dépend de l'itinéraire de la guerre en Ukraine. Alors que l'agression russe contre Kiev entre à partir du 24 février 2024 dans sa troisième année, le processus de désescalade dans le Caucase du Sud est suspendu à la signature d'un compromis de paix entre Erevan et Bakou, à cette heure, sous la médiation occidentale. Or, Bakou n'a aucune raison de se précipiter. A quoi cela sert-il de signer une paix avec l'Arménie si l'évolution du front en Ukraine lui ouvre de nouvelles possibilités et renforce sa position ? Pourquoi aussi s'activer à sceller la paix avec Erevan alors que la relation russo-arménienne se dégrade sans cesse depuis le renforcement des liens entre l'Arménie et l'Occident ? Autre facteur, pourquoi fumer le calumet de la paix avec Erevan, quand les rapports entre l'Iran et Israël, proche de Bakou, se tendent encore depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 ? Enfin, pourquoi s'impatienter à proclamer la paix avec Erevan quand Bakou, fort de ses liens énergétiques avec les Occidentaux, se sent à l'abri de toute sanction ? D'autant que le régime autoritaire d'Ilham Aliev n'ignore pas que toute mesure coercitive occidentale contre son régime réduirait à néant la médiation euro-américaine dans le Haut-Karabakh. Or pour éviter un nouvel embrasement dans le Caucase du Sud et ne pas perdre la main sur le processus de paix, Européens et Américains renforcent leur présence dans la région. D'une part, le Conseil européen des 14-15 décembre 2023 a accordé à la Géorgie le statut de candidat à l'adhésion à l'UE, statut qui avait été accordé à l'Ukraine et à la Moldavie en juin 2022. D'autre part, la France et d'autres pays européens ont entamé une coopération militaire directe avec l'Arménie, sinon pour dissuader l'Azerbaïdjan de l'attaquer, du moins pour tenter de rééquilibrer le rapport de force entre Erevan et Bakou. Autrement dit, l'interaction entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine tourne, à cette heure, autour d'une alternative : le Caucase du Sud est-il devenu une extension du conflit russo-ukrainien ou constitue-t-il un laboratoire d'éventuelles stratégies d'apaisement des puissances en vue de rétablir la paix autour du bassin de la mer Noire ?

⁷ « La guerre en Ukraine met-elle la mondialisation à l'épreuve ? », entretien avec Bertrand Badie, *France Culture*, 4 avril 2022, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-grande-table-idees/crise-energetique-la-mondialisation-a-l-epreuve-de-la-guerre-5831061>

Pour citer ce chapitre : Gaïdz Minassian, « Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERJ*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société

par Aude Merlin

Le 8 novembre 2023, la recommandation positive de la Commission européenne sur l'octroi à la Géorgie du statut de candidat à l'UE (qu'elle n'avait pas obtenu en juin 2022 contrairement à l'Ukraine et à la Moldavie) est accueillie avec joie par une grande partie de la population : en effet, en septembre 2023, 86 % des Géorgiens exprimaient leur soutien à l'adhésion de leur pays à l'UE, tandis que 54 % disaient voir leur pays évoluer dans la mauvaise direction¹. En 2022, mettant sur le compte de la guerre le fait que l'Ukraine avait devancé la Géorgie sur le chemin de l'europanisation, le Premier ministre Irakli Garibachvili, membre du Rêve géorgien – le parti au pouvoir depuis 2012 –, promettait pour 2023 de nets progrès en vue de répondre aux douze recommandations de la Commission². Fin 2023, le constat est pourtant mitigé : si trois des recommandations ont fait l'objet d'avancées (la prise en compte des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence, l'égalité entre hommes et femmes, la désignation d'un nouveau défenseur public), neuf n'ont pas donné satisfaction, parmi lesquelles la désoligarchisation, la garantie d'un paysage médiatique libre, la lutte contre la désinformation, la réforme judiciaire, la fin de la polarisation politique. En outre, la mise en conformité de la politique étrangère avec les orientations de l'UE, prérequis pour tout élargissement, reste en suspens : les inquiétudes exprimées par la Commission européenne en 2022 et renouvelées en 2023 reflètent donc une tendance qui semble s'accélérer depuis l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Pourquoi alors le gouvernement géorgien, peu prompt à effectuer les avancées requises, persiste-t-il à exprimer un tropisme pro-européen ? Quelles sont les dynamiques à l'œuvre tant sur le plan international qu'au niveau intérieur, et comment s'exprime le dissensus entre la société et le pouvoir ?

L'invasion de l'Ukraine, catalyseur paradoxal d'une politique étrangère géorgienne de plus en plus conciliante vis-à-vis de Moscou ?

Après le 24 février 2022, les autorités géorgiennes n'ont pas condamné clairement l'agression russe, au grand dam des Ukrainiens, alors qu'une crainte s'exprimait dans la société, celle de voir la Géorgie être « la prochaine sur la liste » en termes de pressions exercées par Moscou³. Cette crainte était amplifiée par la réactivation du traumatisme de la guerre de l'été 2008, lorsque les troupes russes étaient arrivées à 40 kilomètres de Tbilissi, suivie de la reconnaissance par Moscou de l'« indépendance » de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, ce qui entérinait le contrôle par la Russie de 20 % du territoire internationalement reconnu de

¹ Voir notamment « IRI Georgia poll shows political threat from Russia, concerns with the presence of Russian citizens, high political polarization », IRI, 15 novembre 2023, <https://www.iri.org/news/iri-georgia-poll-shows-political-threat-from-russia/>

² Voir l'opinion de la Commission européenne du 17 juin 2022, <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/system/files/2022-06/Georgia%20opinion%20and%20Annex.pdf>, puis les conclusions du Conseil européen du 24 juin 2022, <https://www.consilium.europa.eu/media/57442/2022-06-2324-euco-conclusions-en.pdf>

³ En mars 2022, selon l'IRI, 77 % des Géorgiens considéraient que l'agression russe de la Géorgie était toujours en cours et 19 % considéraient qu'elle pouvait reprendre. A la question du sentiment de sécurité ou d'insécurité en lien avec la Russie, 24 % se sentaient en grande insécurité, 42 % répondaient qu'ils se sentaient plus en insécurité qu'en sécurité. « Public opinion survey residents of Georgia », IRI, septembre 2022, <https://www.iri.org/resources/public-opinion-survey-residents-of-georgia-september-2022/>

la Géorgie. Les rumeurs à l'automne 2023 sur le transfert d'une partie de la flotte russe de Sébastopol à Otchamtchiré sur le littoral abkhaze ont réactualisé cette crainte⁴.

Néanmoins, au sein du parti au pouvoir, à partir du printemps 2022, la rhétorique s'est peu à peu focalisée sur le risque d'un second front en Géorgie qui pourrait être initié, selon des expressions parfois sibyllines, par « de sérieuses forces » ou « le parti de la guerre globale »⁵, mais aussi plus précisément par l'Ukraine⁶ et, à travers cette rhétorique, par l'Occident⁷ : relayant le discours de Moscou, Tbilissi est allé jusqu'à invoquer l'élargissement de l'OTAN comme cause principale de la guerre, incriminant l'Ukraine d'avoir voulu rejoindre l'Alliance atlantique⁸. Le temps est loin où l'État géorgien, alors dirigé par Mikheil Saakachvili, demandait aux côtés de Kiev une feuille de route en vue de son adhésion à l'OTAN en 2008. Pourtant, l'article 78 de la Constitution géorgienne stipule bien l'objectif de « la pleine intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord »⁹, l'intégration dans l'OTAN étant soutenue par 73 % des Géorgiens¹⁰. Le Rêve géorgien se présente régulièrement comme le « parti de la paix », ainsi qu'en témoigne, par exemple, le discours du Premier ministre lors de son bilan de l'année 2022. Tbilissi aurait, par sa posture politique, permis d'éviter une contagion des violences, ce qui de fait s'opère au prix d'une politique conciliante vis-à-vis de la Russie. En parallèle, l'entrée en vigueur en 2021 d'un accord entre renseignements géorgiens et bélarusses, le renforcement du projet de partenariat stratégique avec la Chine à l'automne 2023 et les contacts étroits des autorités géorgiennes avec la Hongrie de Victor Orban confirment une tendance nette à l'illibéralisme¹¹.

Les agissements de Tbilissi après le 24 février suscitent de vives réactions à Kiev : crise diplomatique, invectives sur l'état de santé en prison de l'ancien président Saakachvili devenu citoyen ukrainien, instauration de sanctions par l'Ukraine contre la Géorgie en lien avec l'ouverture en mai 2023 de vols directs de la compagnie Georgian Airways entre la Russie et la Géorgie. De sanctions géorgiennes contre la Russie il n'est en revanche pas question.

⁴ « Russian navy base in occupied Abkhazia ? », *Civil Georgia*, 7 octobre 2023, <https://civil.ge/archives/562289> ; « Ukraine's defense intelligence : Russia plans to relocate Black Sea fleet from Crimea to Abkhazia », *Civil Georgia*, 24 octobre 2023, <https://civil.ge/archives/565286>

⁵ « GD chair Kobakhidze talks "second front," "radical opposition," Lavrov's remarks », *Civil Georgia*, 9 janvier 2023, <https://civil.ge/archives/522057>

⁶ « PM speaks of attempts "to open second front", slams UNM », *Civil Georgia*, 11 février 2023, <https://civil.ge/archives/525195>

⁷ Régis Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », *Notes de l'IFRI*, décembre 2023, <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieeurasievisions/georgie-un-front-de-russie> ; « PM Garibashvili links Tbilisi protests to "destructive, anarchist" forces », *Civil Georgia*, 13 mars 2023, <https://civil.ge/archives/531107>

⁸ « PM : NATO enlargement "one of the main reasons for Ukraine war" », *Civil Georgia*, 30 mai 2023, <https://civil.ge/archives/545397>

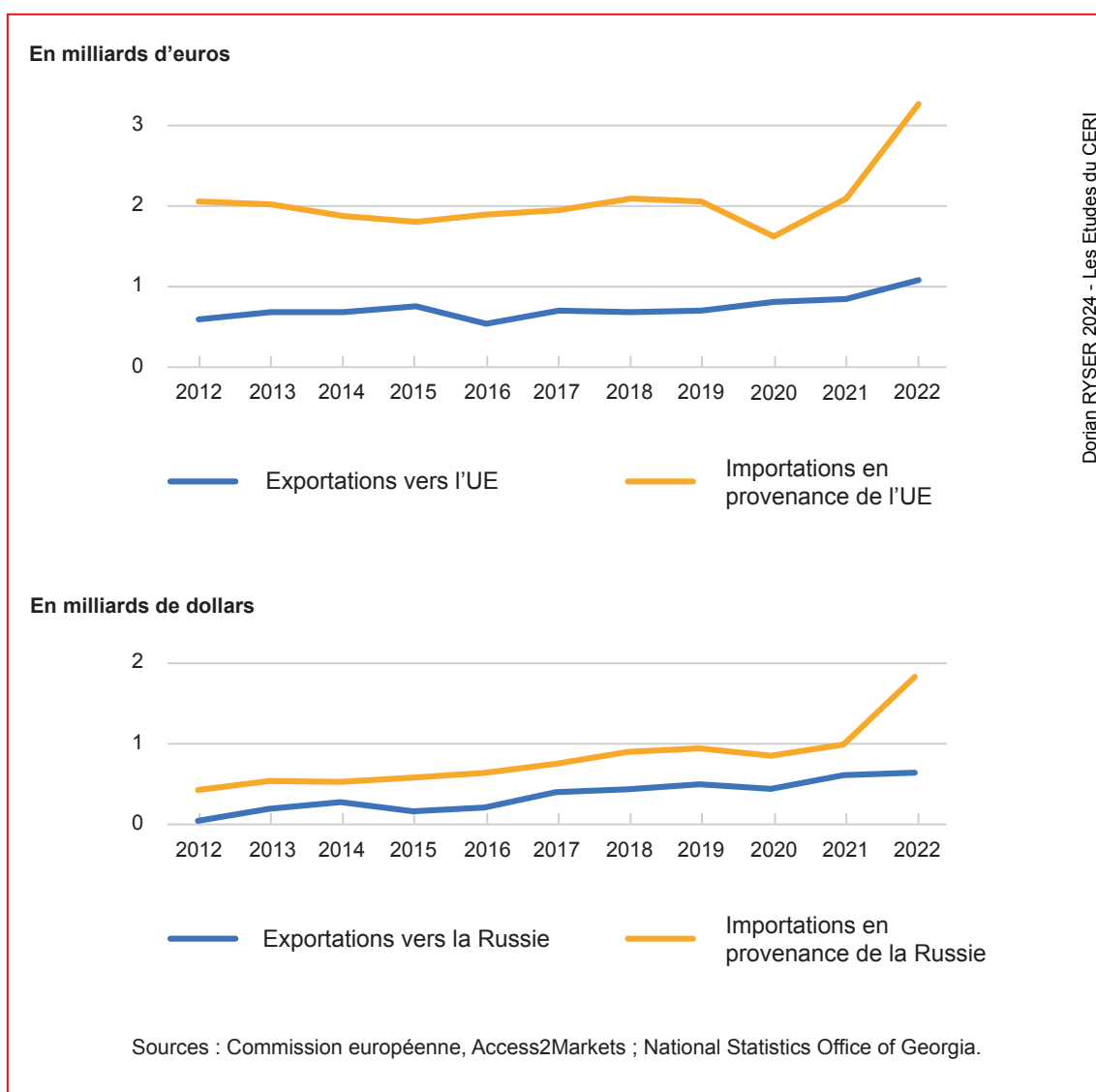
⁹ Régis Genté, « Géorgie : terrible dilemme pour l'Europe », *Schuman Papers*, n° 674, 19 juin 2023, <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0674-georgie-terrible-dilemme-pour-l-europe>

¹⁰ Voir « Public attitudes in Georgia », Caucasus Research Resource Center, décembre 2022, <https://caucasusbarometer.org/en/nd2022ge/GENATO/>. Voir également « IRI Georgia poll shows political threat from Russia, concerns with the presence of Russian citizens, high political polarization », art. cité.

¹¹ « Georgia lurches towards illiberalism », *Civil Georgia*, 12 juillet 2021, <https://civil.ge/archives/431729> ; « Georgia and China issue joint statement on strategic partnership », *Civil Georgia*, 31 juillet 2023, <https://civil.ge/archives/553820>. Si la relative indifférence de Tbilissi vis-à-vis du nettoyage ethnique au Haut-Karabakh ne saurait s'expliquer uniquement par des affinités entre régimes, la proximité du pouvoir géorgien avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev renforce cette perception. Sur la fin du Haut-Karabakh comme enclave arménienne, voir Sophie Hohmann, Aude Merlin et Taline Papazian, « Haut-Karabakh, vie et mort d'une enclave arménienne », *Espirit*, janvier 2024 ; Anita Khachaturova, « Le Haut-Karabakh arménien : suite et fin », *The Conversation*, 7 décembre 2023.

Tbilissi les considère comme « inutiles », invoquant sa dépendance à l'économie russe et le coût fatal que des sanctions lui infligeraient en retour : « nous détruirions notre économie si nous exercions des sanctions contre la Russie », évoque Irakli Garibachvili à nouveau en mai 2023¹². En outre, le pays affiche des indicateurs positifs en termes de croissance. Les échanges économiques avec la Russie ont bondi – en 2022, les exportations vers la Russie ont augmenté de 6,8 % pour un montant de 652 millions de dollars, tandis que les importations en provenance de Russie ont augmenté de 79 % pour un montant d'1,8 milliard de dollars¹³ – et plus de 10 000 entreprises ont été créées au cours de l'année, nombre d'entre elles émanant de Russes de la classe moyenne.

Figures 9, 10
Echanges économiques et commerciaux
de la Géorgie avec l'UE et la Russie, 2012-2022 (en valeur)



¹² « PM Garibashvili : we would destroy Georgia's economy if we imposed economic sanctions on Russia », *Civil Georgia*, 24 mai 2023, <https://civil.ge/archives/544091>

¹³ « TI Georgia : Georgia's economic dependence on Russia Increased in 2022 », *Civil Georgia*, 22 février 2023, <https://civil.ge/archives/526770>

Sur le plan politique, ce divorce entre société et pouvoir rappelle l'Ukraine de 2013 et, même si formellement le Rêve géorgien ne renonce pas à ses engagements pro-européens, un diplomate géorgien évoque un « moment lanoukovitch »¹⁴ : ce dernier, après avoir renoncé à ses engagements électoraux pro-européens de 2010 et 2012, suite à une rencontre avec Vladimir Poutine en novembre 2013, avait justifié sa volte-face en invoquant l'importance des liens économiques avec la Russie. Maïdan fut la réponse d'une partie importante de la société, la mobilisation redoublant de vigueur après l'adoption en janvier 2014 par la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien, de lois liberticides tout droit inspirées de la législation russe.

La soumission en mars 2023 au parlement géorgien d'un projet de loi inspiré en tout point de la loi russe sur les « agents étrangers » rappelle ce précédent, et entraîne une mobilisation vigoureuse : face à la présence de 25 000 citoyens dans la rue, du 6 au 10 mars 2023, le texte a dû être retiré. La Géorgie n'échappe pas non plus à la géopolitisation de la question des valeurs, marqueur de l'eupéanisation¹⁵ : les agressions physiques dont font régulièrement l'objet des militants LGBT+ témoignent d'une ligne de clivage qui, si elle existe dans la société géorgienne¹⁶, est fortement politisée. En l'absence de protection des autorités publiques face aux violences de début juillet 2021, l'annulation de la Marche des fiertés prévue le 5 juillet avait déjà montré un hiatus croissant entre société et pouvoir.

Une société géorgienne engagée dans le soutien à l'Ukraine : l'expression d'un dissensus face au pouvoir

Dès le 24 février 2022, les rues de Tbilissi se couvrent de symboles de solidarité envers l'Ukraine, comme nous avons pu l'observer lors de trois courtes missions en avril et en octobre 2022, puis en novembre 2023 : grandes pancartes arborant des drapeaux bleus et jaunes aux couleurs de l'Ukraine ; manifestations de soutien ; graffitis mêlant les drapeaux géorgien et ukrainien, assortis du drapeau européen et parfois du symbole de l'OTAN ; QR codes invitant à « soutenir financièrement l'armée ukrainienne pour sauver des vies ». D'autres slogans expriment une hostilité par rapport à la Russie et son président, clairement désignés comme occupants ; certains visant les citoyens russes combattant en Ukraine, et parfois les citoyens russes présents en Géorgie. La rhétorique sur l'occupation russe de 20 % du territoire géorgien est rappelée systématiquement aux *relokanty* russes – arrivés par dizaines de milliers après le 24 février ou après la mobilisation partielle du 21 septembre 2022.

Preuve de l'engagement d'une partie de la société – outre l'aide apportée aux quelque 30 000 réfugiés ukrainiens installés en Géorgie –, celui de combattants géorgiens sur le front ukrainien. En avril 2022, on pouvait voir devant le parlement des photos des premiers soldats géorgiens morts sur le front ukrainien. Des centaines d'hommes se seraient engagés volontairement, pour la plupart au sein d'une « légion géorgienne » formée dès 2014 après l'annexion de la Crimée et l'éclatement de la guerre dans le Donbass¹⁷, tandis que l'on voyait des chefs de guerre abkhazes combattre aux côtés des séparatistes de la république autoproclamée de Donetsk soutenus par Moscou. La guerre d'Abkhazie de 1992-1993, décrite par les Géorgiens comme un conflit russo-géorgien, connaissait ainsi une forme de

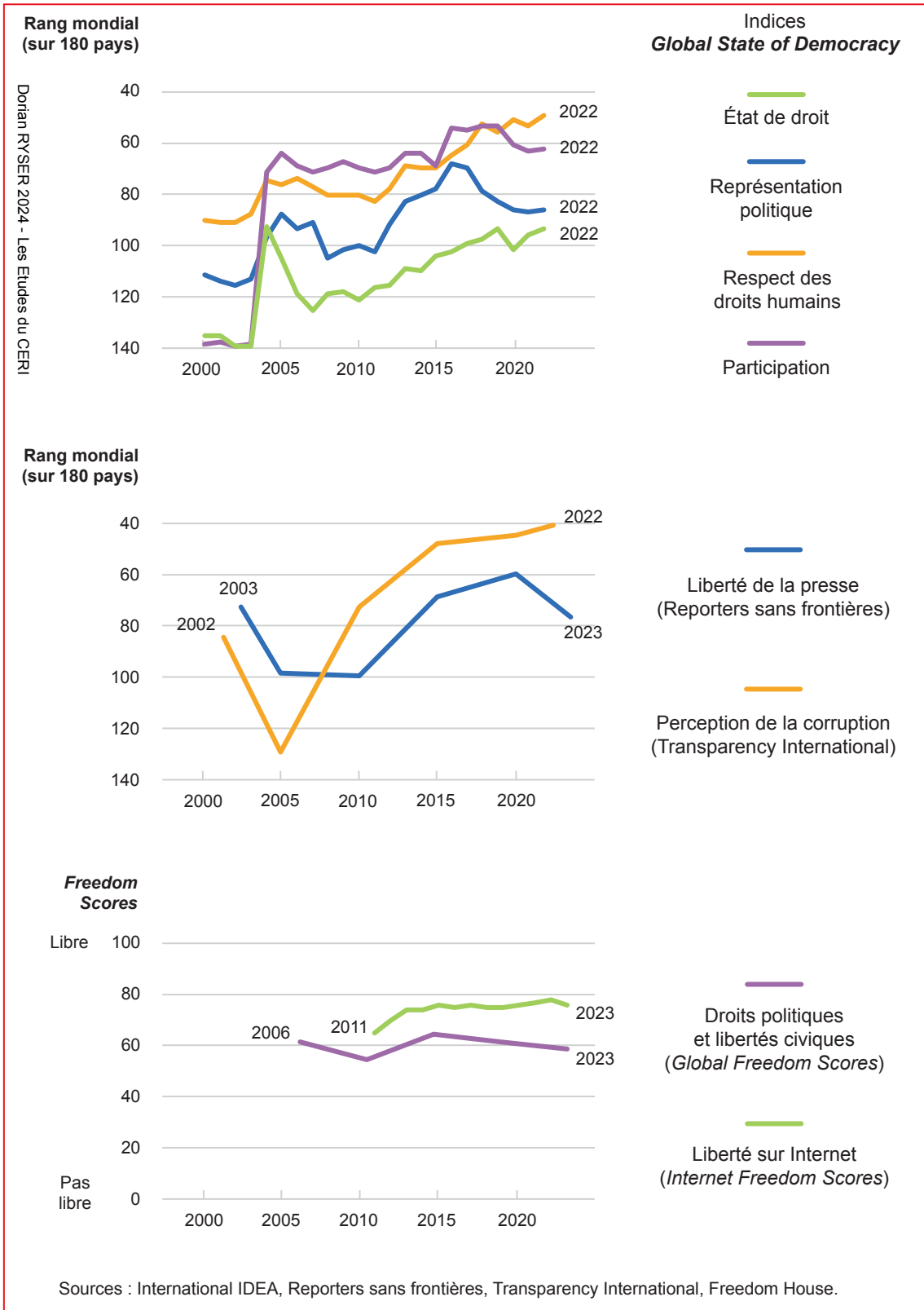
¹⁴ Cité par Régis Genté, « Géorgie : un autre front de la Russie », art. cité.

¹⁵ Laura Luciani, « Where the personal is (geo)political : performing queer visibility in Georgia in the context of EU association », *Problems of Post Communism*, Vol. 70, n° 2, 2023, pp. 197-208.

¹⁶ Silvia Serrano, *Orthodoxie et politique en Géorgie postsoviétique*, Paris, Karthala, 2018.

¹⁷ Nino Tarkhnishvili, « The Georgian fighters who went to Ukraine to finish their own war », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 7 août 2023, <https://www.rferl.org/a/georgia-war-russia-continued-ukraine/32538061.html>

Figures 11, 12, 13
Indicateurs politiques en Géorgie : Etat de droit, démocratie, droits et libertés, 2000-2022/2023



prolongement délocalisé sur le théâtre ukrainien. Le 9 avril 2022, jour anniversaire de la manifestation de 1989 pour l'indépendance de la Géorgie réprimée dans le sang par les autorités soviétiques, des dizaines de citoyens géorgiens se mettaient en scène gisant devant le parlement, en référence aux massacres de Boutcha commis par les forces armées russes et révélés quelques jours auparavant. Fin 2023, à quelques encablures des bureaux de la délégation de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, on pouvait voir une immense fresque mettant côte à côte les cartes de l'Ukraine et de la Géorgie (avec rappel des 20 % sous occupation), assorties de la légende suivante : « Genocide committed by Russia in 1992 – Gudauta ; 1993 – Gagra and Sokhumi ; 2022 – Bucha ».

Pourquoi, si le hiatus entre la société et le pouvoir est si profond, le Rêve géorgien a-t-il été reconduit aux élections de 2020 et 2021 ? La réponse est multiple, convoquant la prépondérance de ce parti et sa maîtrise des ressources administratives¹⁸ ; la vigueur du rejet du Mouvement national uni (MNU, parti créé par Mikheil Saakachvili en 2001, représentant l'ancienne équipe), rejet plus fort encore que celui du Rêve géorgien, qui a su manier une rhétorique pro-européenne tout en gérant efficacement l'épidémie de Covid-19 ; l'opposition émiettée, prise dans une grande dissymétrie face à l'oligarque milliardaire Bidzina Ivanichvili, qui n'occupe plus de fonction officielle depuis 2021 mais n'en reste pas moins le chef d'orchestre du Rêve géorgien¹⁹. Face à un MNU discrédité par l'exercice du pouvoir, les différents partis tentant de faire (sur)vivre le débat démocratique ne recueillent que de très faibles scores, qu'il s'agisse de Géorgie européenne porté par Guiorgui Bokeria et soutenu par l'ancien maire de Tbilissi Guiorgui Ougoulava, ou du mouvement Droa (« Il est temps ») d'Elene Khochtaria. Quant au parti Lelo, ses fondateurs – deux hommes d'affaires de second rang, Mamuka Khazaradze et Badri Djaparidze –, bien qu'ayant créé leur parti en 2019 pour en finir avec la polarisation de la vie politique, semblent plus préoccupés par leurs affaires en lien avec le port d'Anaklia.

*

* *

La « lumière au bout du tunnel » ? C'est en ces termes que le politiste Korneli Kakachia nous exprimait ce que l'octroi à la Géorgie du statut de candidat à l'UE lui inspirerait s'il advenait. Dans le cas inverse, disait-il, l'absence de perspective ne pourrait qu'encourager les régressions anti-démocratiques en cours. L'obtention de ce statut au Conseil européen des 14-15 décembre 2023 sera-t-elle alors un puissant incitant au regard tant des nécessités géopolitiques du point de vue de Bruxelles que des dynamiques politiques et sociales internes ? Année d'élections en Géorgie, 2024 pourrait donner des indices.

¹⁸ L'OSCE parle d'un « *uneven playing field* » : <https://www.osce.org/odihr/elections/georgia/461776> ; <https://www.osce.org/odihr/elections/georgia/496309>

¹⁹ Rappelons que Bidzina Ivanichvili a fait sa fortune en Russie. Voir Régis Genté, « Géorgie, la fin d'une époque ? », *Politique internationale*, n° 140, été 2013.

Pour citer ce chapitre : Aude Merlin, « La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Un changement de paradigme ?

L'Union européenne et l'Eurasie depuis la guerre en Ukraine

par Laure Delcour

Pour l'Union européenne, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, est une rupture majeure. En quelques semaines, l'agression russe transforme profondément le rapport de l'Union à son environnement régional et à sa propre intégration. Elle suscite d'abord une unité nouvelle face à un pays agresseur qui, pour l'UE, fait désormais figure de menace pour le continent dans son ensemble. Elle impose également à l'UE de « faire un saut quantique »¹, en la contraignant à repenser son approche, son action et sa boîte à outils dans des politiques fondamentales, notamment celles de la défense, de l'énergie et de l'élargissement.

Cet article analyse les répercussions de la guerre en Ukraine au prisme des liens de l'Union européenne avec les pays d'Eurasie, en particulier ceux qui sont inclus dans le Partenariat oriental. En effet, alors que les liens avec la Russie et le Bélarus sont rompus, c'est d'abord dans sa relation à ces pays – les plus affectés par l'invasion russe – que l'UE procède à un véritable changement de paradigme. Celui-ci induit un horizon géographique inédit pour la construction européenne, désormais appelée à s'étendre à plusieurs pays d'ex-URSS, et engendre de nouvelles ambitions européennes en matière de sécurité et de connectivité dans la région.

Exclusion, désagrégation des liens et sanctions vis-à-vis de la Russie et du Bélarus

Si la guerre en Ukraine renforce considérablement l'implication de l'UE en Eurasie, elle la conduit également à exclure le pays agresseur et son allié bélarusse de ses projets. Au-delà d'une condamnation ferme et immédiate de l'invasion russe, l'UE a adopté depuis février 2022 onze ensembles de sanctions destinées à affaiblir l'économie russe en la privant d'accès aux technologies, marchés et capitaux européens, et à limiter sa capacité à mener une guerre en Ukraine. D'une ampleur sans précédent, des sanctions telles que la fermeture de l'espace aérien, des routes et des ports européens aux transporteurs russes, les interdictions ciblées d'importations (dont le pétrole brut) ou d'exportations ont pour effet de réduire considérablement les échanges commerciaux et les liens entre l'UE et la Russie ; les importations européennes depuis la Russie ont ainsi chuté de 81 % entre février 2022 et septembre 2023, alors que les exportations de l'UE vers la Russie diminuaient de 62 %². Le Bélarus, qui a suspendu sa participation au Partenariat oriental de l'UE en juin 2021, se voit également imposer de nouvelles sanctions (restrictions commerciales, interdiction des transactions avec la Banque centrale bélarusse) en raison de son implication dans l'invasion de l'Ukraine voisine.

¹ Conseil de l'Union européenne, « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense », 4 mai 2022, p. 2, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-COR-1/fr/pdf>

² Eurostat, « EU trade with Russia : latest developments », novembre 2023, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?oldid=558089#Latest_developments

Surtout, les deux pays sont bannis des nouveaux formats de coopération paneuropéenne, à l'instar de la Communauté politique européenne (CPE) lancée en mai 2022 à l'initiative de la France. Celle-ci entend renforcer la coordination entre Etats européens en matière de sécurité, de transport ou d'énergie, par un dialogue informel dépassant la seule UE et le cadre de ses politiques. L'exclusion de la Russie et du Bélarus contraste avec la dynamique d'intégration renforcée des autres pays d'Europe de l'Est et du Caucase du Sud (en particulier l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, mais aussi, dans une moindre mesure, l'Arménie) au sein de forums paneuropéens, comme la Communauté politique européenne, et surtout avec l'UE.

Une impulsion inattendue au processus d'élargissement à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie

Quatre jours après l'invasion russe, l'Ukraine, suivie par la Géorgie et la Moldavie, dépose une demande d'adhésion à l'Union européenne. Cette candidature s'inscrit dans la lignée d'aspirations exprimées depuis de longues années (dès la fin des années 1990 pour l'Ukraine) et réitérées depuis la signature des accords d'association en 2014. Pour les trois pays, l'agression de la Russie rend indispensable une intégration à l'Union européenne, qu'ils perçoivent comme un ancrage irréversible dans les structures occidentales, et donc comme une garantie pour leur future sécurité.

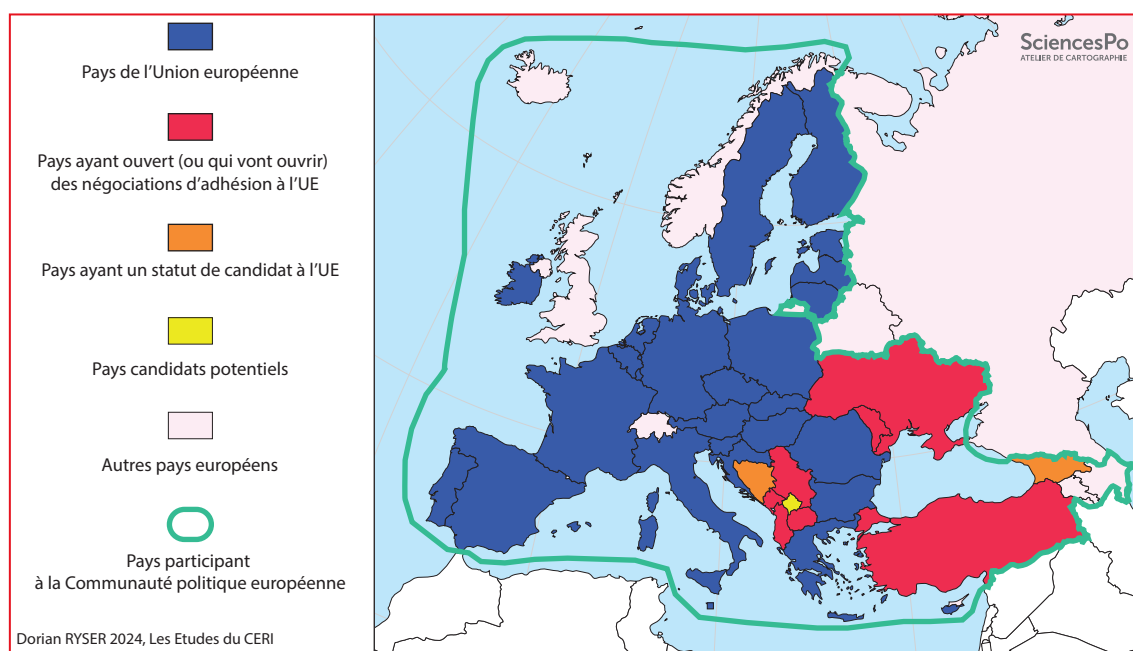
Pour l'Union européenne, ces candidatures interviennent alors que le processus d'élargissement est bloqué depuis de nombreuses années. Conséquence de la « fatigue de l'élargissement » éprouvée dans plusieurs Etats membres d'Europe de l'Ouest, la pause décrétée dans ce processus au milieu des années 2000 écarte toute nouvelle adhésion au-delà de celle des Balkans occidentaux, promise depuis 2003. Dès lors, ni la Politique européenne de voisinage (PEV) ni le Partenariat oriental, créés en 2004 et 2009 pour les anciennes républiques soviétiques d'Europe de l'Est et du Caucase du Sud, n'envisageaient de perspective d'intégration à l'UE. Jusqu'à l'agression russe, l'Union avait refusé de donner suite aux aspirations géorgiennes, moldaves et ukrainiennes, préférant mettre l'accent sur la nécessaire mise en œuvre des accords d'association et le maintien d'un cadre unique – le Partenariat oriental – pour six pays dont trois (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Bélarus) ne souhaitaient pas rejoindre l'UE.

Dans ce contexte, la décision d'accorder à l'Ukraine (ainsi qu'à la Moldavie) le statut de candidat à l'UE et de reconnaître la Géorgie comme un candidat potentiel, prise à l'unanimité au Conseil européen en juin 2022, est un tournant fondamental, tant dans la politique de voisinage que dans la politique d'élargissement. Inimaginable quelques semaines avant l'invasion russe, cette rupture témoigne d'une prise de conscience inédite des enjeux sécuritaires aux frontières de l'UE et d'un « réveil géopolitique »³ de l'Europe. Elle suscite une entente nouvelle entre les Etats membres de l'UE sur des questions qui, traditionnellement, les divisaient profondément, à l'instar de l'élargissement. En identifiant clairement l'objectif final des relations avec les Etats associés – leur intégration dans l'UE –, le Conseil européen de juin 2022 trace une toute nouvelle trajectoire pour des pays inclus depuis le début des années 2000 dans une politique sans finalité affichée. La recommandation de la

³ Discours du Haut Représentant Joseph Borrell devant le Parlement européen, Strasbourg, 22 février 2023, https://www.eeas.europa.eu/eeas/ep-pleinary-speech-high-representative-josep-borrell-one-year-russia's-invasion-and-war_en

Commission européenne, en novembre 2023, d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie et d'accorder le statut de candidat à la Géorgie (en dépit d'une réalisation partielle des réformes demandées) semble également présager d'une accélération du calendrier d'intégration, qui contraste avec les retards et l'imprévisibilité du processus d'adhésion des Balkans occidentaux jusqu'en 2022. Si, dans ce processus, la situation de la Géorgie (longtemps louée par l'UE comme le « bon élève » du Partenariat oriental) est plus ambivalente que celle des deux autres pays associés, l'octroi du statut de candidat, lors du Conseil européen des 14-15 décembre 2023, est un signal fort adressé tant à un gouvernement responsable d'un net recul démocratique, qu'à une population qui aspire fortement à rejoindre l'Union. L'UE montre ainsi que la Géorgie peut, si elle réalise des réformes politiques, rejoindre la Moldavie et l'Ukraine dans le processus d'intégration.

Carte 4
L'Europe en 2023



Un engagement accru dans la sécurité et la résolution des conflits en Europe de l'Est et au Caucase du Sud

Pour l'Union européenne, la guerre menée par la Russie en Ukraine menace la sécurité de l'ensemble du continent pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les hostilités pourraient s'étendre à d'autres pays d'Eurasie, par suite d'un incident intentionnel ou non ; c'est notamment le cas autour de la mer Noire, en raison de la proximité entre les théâtres d'opération du sud de l'Ukraine et des pays membres de l'OTAN (Bulgarie, Roumanie ou Turquie). L'invasion russe induit également des risques majeurs de déstabilisation des pays d'Europe de l'Est et du Caucase du Sud, à la fois fragiles sur le plan intérieur et vulnérables aux stratégies d'influence de la Russie. La Moldavie se trouve dans une situation particulièrement précaire, en raison du risque d'une polarisation intérieure accrue (l'opinion publique nationale étant depuis longtemps divisée sur l'orientation de la politique étrangère du pays) et de la menace d'une résurgence du conflit en Transnistrie, dont le sort – comme l'ont clairement indiqué les dirigeants militaires russes – est étroitement lié aux développements militaires

dans le sud de l'Ukraine. Troisièmement, la guerre de la Russie en Ukraine a aussi des effets majeurs – même s'ils sont indirects – sur d'autres conflits de l'espace postsoviétique, notamment le Haut-Karabakh. Délaissé par la Russie qui s'était pourtant désignée comme garante du cessez-le-feu de novembre 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh a fait l'objet d'attaques azerbaïdjanaises avant d'être coupé de l'Arménie par le blocage azerbaïdjanais du corridor de Latchine à partir de fin 2022, puis repris en totalité par l'Azerbaïdjan en septembre 2023. Ainsi, la guerre russe se répercute bien au-delà de l'Ukraine et elle a de profondes implications pour l'ensemble de l'Eurasie, en particulier sur son flanc occidental.

Pour pallier une déstabilisation de l'ensemble de la région, l'UE a renforcé de manière substantielle son implication sécuritaire, en conjuguant dans sa boîte à outils continuité et changements radicaux. Déjà impliquée dans la résolution des conflits de la région (par exemple dans le cadre des pourparlers de Genève pour les conflits en Géorgie), l'UE s'est engagée dans de nouvelles tentatives de médiation, en particulier dans le conflit du Haut-Karabakh où elle ne jouait jusqu'alors aucun rôle. Amorcés dès la fin 2021 au plus haut niveau politique, sous les auspices du président du Conseil européen Charles Michel, les efforts de l'UE se sont accentués après l'invasion de l'Ukraine, dans un contexte marqué par une éclipse de la Russie et des incursions de l'Azerbaïdjan sur le territoire internationalement reconnu de l'Arménie.

Si l'offensive azerbaïdjanaise de septembre 2023 et la capitulation des Arméniens du Haut-Karabakh ont porté un coup d'arrêt aux rencontres organisées sous l'égide de l'UE, celle-ci reste impliquée dans le conflit entre les deux pays par une mission conduite dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Après l'envoi d'observateurs fin 2022, elle a initié début 2023 une mission civile en Arménie, dans le but de renforcer la sécurité dans les zones frontalières avec l'Azerbaïdjan. Bien que l'UE recoure aux missions civiles PSDC en Eurasie depuis les années 2000 pour soutenir les pays partenaires dans la gestion de crises, plusieurs d'entre elles ont ainsi été lancées ou renforcées depuis la guerre en Ukraine. En avril 2023, l'UE a ainsi mis en place une mission civile pour renforcer les structures de gestion des crises et améliorer la lutte contre les menaces hybrides en Moldavie. Afin d'épauler les autorités ukrainiennes dans les enquêtes sur les crimes de guerre, l'UE a également revu le mandat de la mission lancée en 2014 pour appuyer la réforme du secteur de la sécurité.

Mais ce sont surtout la fourniture de matériel militaire à l'Ukraine et l'appui apporté à la défense du pays, dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix créée en 2021⁴, qui constituent le changement le plus significatif dans l'approche européenne. En livrant pour la première fois des armes à un pays tiers, l'Union rompt en effet avec des décennies de puissance exclusivement civile. Les discussions sur la fourniture d'armes non létales à l'Arménie, dont l'intégrité territoriale est menacée par son voisin azerbaïdjanais, témoignent de l'ampleur de ce changement⁵.

⁴ L'Ukraine a bénéficié de 4,6 milliards d'euros dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix et l'UE s'est engagée à débloquer 20 milliards supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Conseil de l'Union européenne, « Ammunition for Ukraine : Council agrees 1 billion support under the European Peace Facility », 13 avril 2023, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/04/13/ammunition-for-ukraine-council-agrees-1-billion-support-under-the-european-peace-facility/>

⁵ Service européen pour l'action extérieure, « EU-Armenia : joint press release on the Second Political and Security Dialogue », 15 novembre 2023, https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-armenia-joint-press-release-second-political-and-security-dialogue_en ; « EU commits 20 billion to Ukraine's defence », *Le Monde*, 20 juillet 2023, https://www.lemonde.fr/en/european-union/article/2023/07/20/eu-commits-20-billion-to-ukraine-s-defense_6060897_156.html

Une attention renforcée aux problématiques de connectivité

Enfin, la guerre en Ukraine élève au premier rang des préoccupations européennes la connectivité (c'est-à-dire les liaisons de transport et les réseaux énergétiques et numériques), priorité identifiée depuis déjà plusieurs années⁶. L'Eurasie est en effet un carrefour central pour relier l'Europe aux marchés asiatiques, objectif clé de l'UE en matière de connectivité. Cependant, l'agression russe change la problématique pour l'Union, en la conduisant à développer de nouveaux outils et à lancer de nouveaux partenariats. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie de diversification des sources d'énergie et de réduction des importations d'hydrocarbures russes, l'UE a signé à l'été 2022 un accord prévoyant le doublement des importations de gaz azerbaïdjanais avant 2027. De la même manière, l'UE prévoit la construction d'un câble internet sous-marin la reliant, via la mer Noire, au Caucase du Sud afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie, par laquelle transitent actuellement les infrastructures de communication.

*

* *

Ainsi, la guerre en Ukraine redessine-t-elle les relations de l'UE avec les pays ex-soviétiques, en conjuguant la mise au ban de la Russie et du Bélarus avec une dynamique d'intégration et de coopération renforcée avec les Etats d'Europe de l'Est et du Caucase du Sud. Ces changements rapides mais durables questionnent les politiques mises en place par l'UE dans la région depuis une vingtaine d'années, en premier lieu la politique de voisinage et le Partenariat oriental, désormais scindé entre pays candidats et pays non candidats à l'adhésion. Ils appellent à un renouvellement en profondeur des cadres et des ressorts de l'action européenne dans la région, en lien avec l'impulsion nouvelle donnée aux politiques de l'UE en matière de défense et d'énergie.

Cet élan nouveau provoqué par l'invasion russe de l'Ukraine reste toutefois fragile, car soumis aux évolutions internes à l'UE. Depuis le début de la guerre, l'opinion publique européenne soutient largement les mesures prises par l'Union pour aider l'Ukraine, que ce soit l'aide humanitaire (88 % d'opinions favorables au printemps 2023), l'accueil des réfugiés (86 %) ou la livraison d'armes (64 %)⁷. L'appui des citoyens européens à la réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie (82 %), à la PSDC (77 %) et au renforcement des capacités de l'UE en matière de production d'équipement militaire (69 %) est tout aussi massif. Enfin, 71 % des citoyens européens sont favorables à l'entrée de nouveaux pays dans l'UE⁸. Cependant, la voix exprimée par les citoyens sur des thématiques spécifiques pèse peu au regard de la place prédominante des États membres sur des sujets tels que l'élargissement, l'énergie ou la défense. C'est donc aux gouvernements européens (en place ou prochainement élus) qu'il reviendra de prendre les décisions fondamentales pour concrétiser les avancées ébauchées depuis 2022.

⁶ Commission européenne, « Connecting Europe and Asia : building blocks for an EU strategy », JOIN(2018) 31 final, 19 septembre 2018, https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/joint_communication_-_connecting_europe_and_asia_-_building_blocks_for_an_eu_strategy_2018-09-19.pdf

⁷ Union européenne, « Standard Eurobarometer », n° 99, printemps 2023, https://data.europa.eu/data/datasets/s3052_99_4_std99_eng?locale=en

⁸ Bertelsmann Stiftung, « Under pressure : the war in Ukraine and European public opinion », 12 octobre 2022, <https://globaleurope.eu/europes-future/under-pressure-the-war-in-ukraine-and-european-public-opinion/>

Pour citer ce chapitre : Laure Delcour, « Un changement de paradigme ? L'Union européenne et l'Eurasie depuis la guerre en Ukraine », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Deuxième partie

L'Eurasie en perspective

L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme *par Agathe Demarais*

La situation de l'économie russe n'a jamais autant défrayé la chronique. Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'impact réel ou supposé des sanctions occidentales sur le PIB russe constitue en effet un sujet d'intérêt majeur. Il est cependant devenu difficile d'analyser avec fiabilité la situation réelle de l'économie russe. En effet, le Kremlin a fait des statistiques une arme de propagande. Les données officielles russes (qui, faute d'alternative, forment la base des prévisions établies par les institutions internationales) sont aujourd'hui d'une fiabilité douteuse. En outre, certaines statistiques, par exemple celles liées au commerce extérieur, ont été classifiées.

Il convient également de s'interroger sur le sens des statistiques économiques russes. L'appareil productif de la Russie est aujourd'hui celui d'une économie de guerre, dopée par des mesures de soutien budgétaire massif et orientée vers la production tous azimuts de matériels militaires. Même si elle alimente la croissance du PIB, la fabrication d'équipements militaires n'augmente pas le niveau de vie de la population russe. En outre, ces armes seront probablement rapidement détruites sur le champ de bataille. En d'autres termes, une analyse de la croissance du PIB russe et de ses différents composants n'est, en temps de guerre, probablement pas pertinente.

A l'inverse, il est aujourd'hui possible de dresser un panorama de l'impact des sanctions occidentales sur l'effort de guerre russe et des perspectives de long terme de l'économie du pays. Les sanctions à l'égard de Moscou fonctionnent mais leur effet ne pourra se faire sentir que de manière graduelle, cumulative et sur le temps long. Les perspectives de l'économie russe étaient mauvaises avant même l'annexion de la Crimée en 2014, en raison notamment d'une baisse continue de la population et d'un faible taux d'investissement. En restreignant l'accès de la Russie aux technologies de pointe, les sanctions vont accélérer le déclin de l'économie russe, qui ne sera probablement plus une puissance économique et énergétique de premier plan d'ici 2030.

Quelles cibles pour les sanctions ?

Les pays du G7 ont imposé de lourdes sanctions à l'égard de la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Outre les mesures individuelles prises à l'encontre d'individus ou d'entreprises proches du régime russe ou participant à l'effort de guerre, ces sanctions, complexes et multiples, s'articulent autour de trois cibles principales.

Certaines sanctions ciblent les stocks financiers de la Russie. La mesure phare, dans ce domaine, concerne l'immobilisation de la partie des avoirs de la Banque centrale de Russie (BCR) détenus en devises occidentales (euro, dollar américain, livre sterling, yen japonais, dollar canadien...). Le montant des avoirs immobilisés de la BCR s'élève à environ 300 milliards d'euros. Un important débat agite aujourd'hui les chancelleries occidentales en vue d'une confiscation et d'une utilisation éventuelle de ces fonds pour financer la reconstruction de l'Ukraine. L'argument moral en faveur d'une confiscation des avoirs de la BCR paraît solide. Cependant, une analyse du précédent qu'une telle mesure pourrait créer semble également nécessaire.

Figure 14
Cours du rouble, 2014-2024



D'autres mesures cherchent à restreindre les flux commerciaux de la Russie. Les premières sanctions introduites peu après le 24 février 2022 visaient à limiter les importations russes de produits de haute technologie qui peuvent avoir des applications militaires, comme les semi-conducteurs. En effet, ces composants électroniques sont nécessaires pour fabriquer la plupart des équipements militaires modernes, comme les missiles, les chars ou les avions de combat. Dans un deuxième temps, à partir de novembre 2022, les pays occidentaux ont mis en œuvre des mesures restreignant les exportations d'hydrocarbures russes afin de diminuer les ressources financières que la Russie peut allouer à la guerre. Ces sanctions incluent notamment un embargo européen sur les importations de pétrole russe et un plafonnement du prix du pétrole russe exporté avec le concours de sociétés occidentales (à hauteur de 60 dollars par baril). D'autres mesures, telles que les embargos américain, britannique et canadien sur les importations de pétrole russe, ont une portée plus symbolique : en effet, ces pays n'importaient que très peu de pétrole russe avant le début de la guerre en Ukraine.

Enfin, une troisième catégorie de sanctions vise à obérer les perspectives économiques de long terme de la Russie en ciblant son secteur énergétique. Ces mesures, mises en œuvre depuis l'annexion de la Crimée en 2014, ont été renforcées après l'invasion de l'Ukraine. Ces sanctions restreignent l'accès de la Russie aux technologies et financements occidentaux afin de développer de nouveaux projets pétro-gaziers, notamment dans l'Arctique. Le pari occidental consiste à essayer d'asphyxier le secteur énergétique russe¹ : les réserves des champs d'hydrocarbures aujourd'hui en opération s'épuisent progressivement, la Russie doit développer de nouveaux gisements afin de maintenir ses capacités de production. Cependant, faute de technologie occidentale (et en particulier américaine), la Russie pourrait éprouver des difficultés dans ce domaine et, par conséquent, perdre progressivement son statut de puissance énergétique mondiale de premier plan.

¹ Sur cette problématique, voir aussi Agathe Demarais, *Backfire : How Sanctions Reshape the World Against U.S. Interests*, New York, Columbia University Press, 2022.

Les sanctions sont-elles efficaces ?

Le débat sur l'efficacité des sanctions occidentales vis-à-vis de la Russie fait rage. Cette controverse est en partie alimentée par d'importantes campagnes de désinformation russe visant à faire croire que les sanctions pénaliseraient les économies européennes. Cette analyse inverse la cause et la conséquence : en effet, c'est bien la guerre en Ukraine – et non les sanctions occidentales – qui a entraîné une hausse des cours des matières premières énergétiques. Une analyse de l'efficacité des sanctions occidentales nécessite de définir clairement les objectifs des mesures prises à l'égard de Moscou.

On peut, dans un premier temps, préciser ce que les sanctions ne peuvent pas faire. Ces mesures ne visent pas à provoquer un effondrement économique de la Russie : cela serait impossible – en 2022, selon la Banque mondiale, la Russie était la 8^e économie mondiale en termes de PIB nominal² – et nuirait par ailleurs aux intérêts des pays occidentaux en provoquant une hausse sensible des cours des matières premières exportées par la Russie (pétrole, gaz, blé, aluminium, or, engrais, diamants...). Un éventuel changement de régime à Moscou n'est pas non plus l'objectif poursuivi par les Occidentaux : il n'y a en effet aucune raison de croire qu'un éventuel successeur de Vladimir Poutine serait enclin à se retirer d'Ukraine ou même à renouer un dialogue productif avec les chancelleries occidentales. En outre, l'histoire a montré à de multiples reprises que les sanctions ne sont pas un outil efficace afin de provoquer un changement de régime politique. Enfin, il paraît illusoire d'espérer que les sanctions puissent convaincre le régime de Vladimir Poutine d'arrêter la guerre en Ukraine, tant le pouvoir russe estime aujourd'hui que ce conflit représente, pour la Russie, une question existentielle.

L'objectif des sanctions occidentales est de peser sur la capacité de la Russie à faire la guerre. Cet objectif se décline à la fois dans le domaine financier, en restreignant les ressources russes issues des exportations d'hydrocarbures, et dans le domaine technologique, en limitant l'accès de la Russie aux technologies dites duales (lesquelles ont des applications à la fois civiles et militaires).

A l'aune de cet objectif, il paraît clair que les sanctions fonctionnent. Selon la Kyiv School of Economics, les revenus que la Russie tire des exportations de pétrole ont en effet chuté de 30 % en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'année 2023. Ce recul est en partie dû à la baisse des cours du baril de pétrole durant cette période. Cependant, il est aussi lié à l'embargo européen sur les importations de pétrole russe : en effet, les ports russes de la mer Baltique, qui exportaient précédemment le pétrole russe vers l'Europe, sont aujourd'hui configurés pour desservir des ports indiens. Ces exportations sont effectuées à un coût plus important (en raison de temps de transport plus longs et de coûts d'assurance plus élevés) et à un prix plus faible (les entreprises indiennes sont en position de force afin de négocier un rabais de quelques dizaines de dollars par baril de pétrole russe).

Il est plus difficile d'estimer l'impact des sanctions dans le domaine technologique, en raison notamment de l'existence de réseaux de contournement de ces mesures (par exemple au travers du ré-export de semi-conducteurs par le biais de pays qui n'imposent pas de sanctions, comme la Turquie, la Serbie ou les Émirats arabes unis). Cependant, il paraît clair que la Rus-

² Banque mondiale, *World Development Indicators Database*, 1^{er} juillet 2023, https://databankfiles.worldbank.org/public/ddpext_download/GDP.pdf

sie, si elle parvient toujours à se fournir en semi-conducteurs, le fait probablement à un coût plus élevé qu'auparavant, pour des produits de moindre qualité et avec des circuits d'approvisionnement plus complexes. La récente propension de certaines entreprises russes à désosser des réfrigérateurs afin d'en extraire des semi-conducteurs semble confirmer cette analyse.

Combien de temps le pouvoir russe peut-il tenir ?

Les sanctions ne pourront pas porter un coup d'arrêt brutal à l'effort de guerre russe. Même si ces mesures pèsent sur la capacité de la Russie à financer la guerre, il paraît illusoire d'espérer qu'elles acculent le pouvoir russe. En effet, Moscou dispose toujours d'importantes ressources financières : les avoirs non immobilisés de la BCR représentent plus de 300 milliards d'euros, tandis que les ressources du fonds souverain, le Fonds de la richesse nationale, sont estimées à environ 140 milliards de dollars³. Les prévisions budgétaires pour les années à venir confirment la volonté du pouvoir russe de continuer la guerre coûte que coûte. Le Kremlin prévoit une forte augmentation des dépenses militaires en 2024, pour un montant annoncé de plus de 120 milliards d'euros – soit 7 % du PIB ou un tiers des dépenses budgétaires⁴. Cette hausse d'environ 70 % des dépenses militaires en glissement annuel⁵ se fera au détriment des dépenses liées à la santé et à l'éducation, qui sont pourtant loin de s'établir à un niveau satisfaisant. Cette stratégie pourrait, à long terme, fragiliser le pouvoir russe. En effet, préserver la paix sociale a un coût et il n'est pas certain qu'une augmentation constante des dépenses militaires pourra être soutenable dans la durée, notamment si elle entraîne une baisse des prestations sociales.

Néanmoins, il n'est pas possible de prédire une date à laquelle la Russie ne pourra plus financer la guerre. Un tel point d'inflexion dépend en effet de la conjonction de plusieurs facteurs, tels que :

- le cours du baril de pétrole (qui pourrait augmenter sensiblement, au bénéfice de la Russie, en cas d'embrassement au Proche-Orient lié à la guerre entre le Hamas et Israël ou aux tensions en mer Rouge) ;
- la capacité de la Russie à augmenter ses recettes fiscales (par exemple par le biais d'une hausse de l'imposition des sociétés ou d'une saisie des actifs des entreprises étrangères) ;
- la volonté du pouvoir russe de diminuer les dépenses fiscales (par exemple en coupant encore un peu plus dans les budgets alloués à la santé et à l'éducation) ;
- la capacité des banques russes à absorber la dette de l'Etat (faute d'accès aux marchés internationaux, la dette souveraine est détenue par des institutions financières russes) ;
- la possibilité de céder certains des actifs du Fonds de la richesse nationale, qui seraient pour moitié liquides.

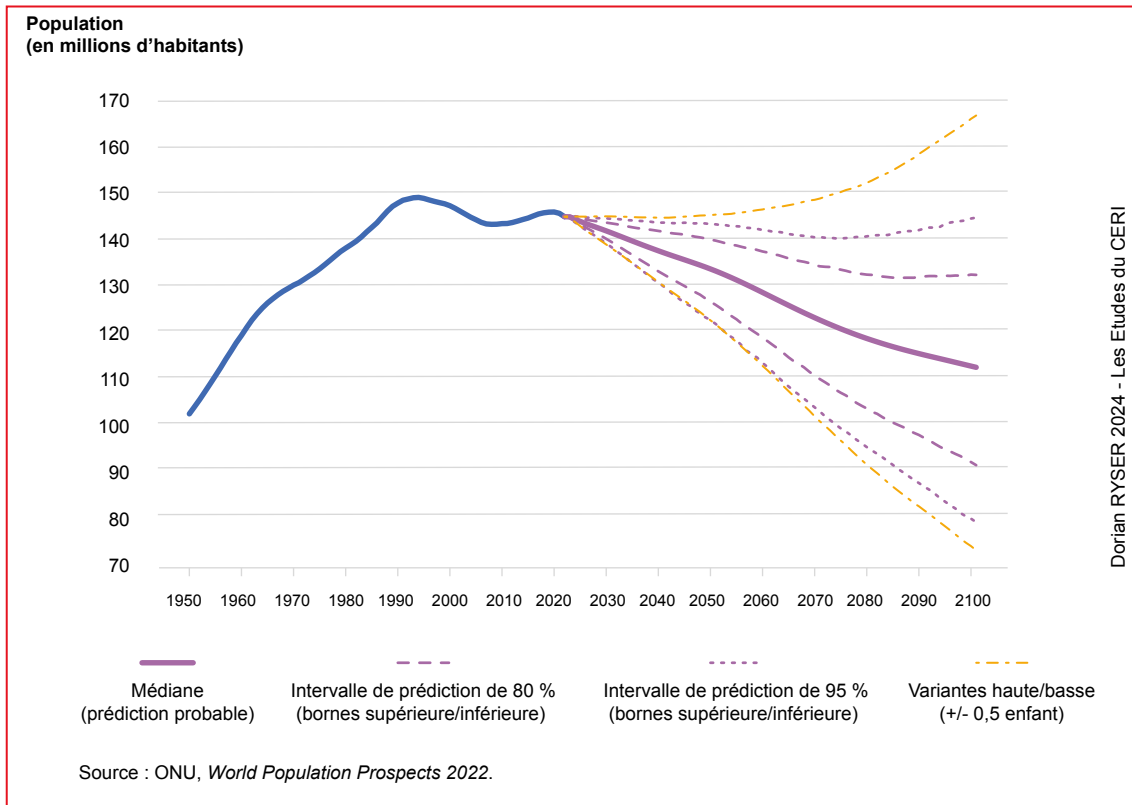
En dernier recours, un éventuel soutien financier chinois pourrait permettre à la Russie de continuer la guerre. Dans un tel scénario, certainement peu attractif du point de vue des autorités russes, les contre-mesures occidentales vis-à-vis de la Chine pourraient être sévères.

³ KSE Institute Russia Chartbook, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

⁴ Julian Cooper, « Another budget for a country at war : military expenditure in Russia's federal budget for 2024 and beyond », Stockholm International Peace Research Institute, décembre 2023, <https://www.sipri.org/publications/2023/sipri-insights-peace-and-security/another-budget-country-war-military-expenditure-russias-federal-budget-2024-and-beyond>

⁵ KSE Institute Russia Chartbook, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

Figure 15
Perspectives démographiques de la Russie



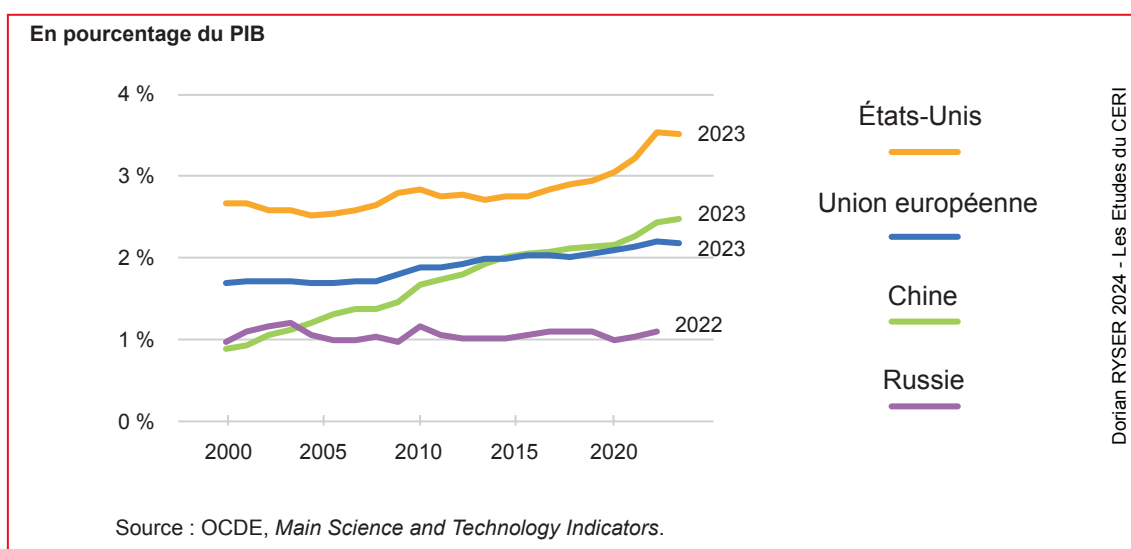
Quelles perspectives de long terme pour l'économie russe ?

Les perspectives économiques de long terme de la Russie sont mauvaises. Les évolutions démographiques et la croissance de la productivité représentent les deux déterminants de la croissance de long terme (c'est-à-dire à l'échelle de plusieurs décennies). Les données russes dans ces deux domaines sont médiocres. La population russe, estimée à 146 millions d'habitants en 2020 (faisant de la Russie le 9^e pays le plus peuplé du monde), décroît à un rythme soutenu en raison notamment d'un faible taux de fécondité (environ 1,5 enfant par femme). Selon les dernières données de l'Organisation des Nations unies (publiées en 2022), la population russe devrait chuter à hauteur de 133 millions d'habitants d'ici 2050 et s'établir à seulement 112 millions d'habitants d'ici 2100 (faisant de la Russie la 20^e puissance démographique mondiale, un rang aujourd'hui occupé par la Thaïlande). Les décès de jeunes hommes au combat en Ukraine vont accélérer ce phénomène et créer une « classe creuse » démographique : mi-2023, on estimait les pertes au front à environ 40 000 à 50 000 soldats⁶. Il ne fait pas de doute que ce chiffre est aujourd'hui plus élevé et qu'il faudra aussi y intégrer les blessés et mutilés de guerre, qui ne pourront pas occuper d'emplois productifs.

⁶ « A new study finds that 47,000 Russian combatants have died in Ukraine », *The Economist*, 12 juillet 2023, <https://www.economist.com/graphic-detail/2023/07/12/a-new-study-finds-that-47000-russian-combatants-have-died-in-ukraine>

Le faible taux d'investissement pèse par ailleurs sur la croissance de la productivité. Selon l'OCDE, les dépenses de recherche et développement (R&D) russes s'établissaient à seulement 1,1 % du PIB en 2022, soit un niveau comparable à la moyenne des petits Etats insulaires en développement (un groupe de 57 nations et territoires insulaires, tels que les îles Fidji, la Jamaïque, l'île Maurice, les îles Tonga et le Tuvalu)⁷. Par comparaison, les dépenses françaises de R&D s'établissent à 2,2 % du PIB et celles des Etats-Unis à hauteur de 3,5 % du PIB. En outre, la forte prégnance de l'Etat dans l'économie russe, notamment par le biais de multiples entreprises publiques, ne constitue pas une incitation à l'innovation et à l'amélioration de la productivité.

Figure 16
Dépenses de R&D, 2000-2022/2023



L'exode d'une partie des forces vives représente un autre défi économique de long terme. Même s'il est difficile d'obtenir des chiffres fiables dans ce domaine, près d'un million de Russes opposés à la guerre en Ukraine auraient émigré depuis février 2022⁸. Ces actifs occupaient souvent des emplois dans le domaine de l'informatique ou des hautes technologies. Leur départ va amplifier les mauvaises perspectives démographiques et peser plus encore sur la croissance de la productivité. Le retrait d'une partie des entreprises internationales, lesquelles constituaient avant la guerre des pourvoyeurs de hautes technologies, va également peser sur les perspectives économiques de long terme du pays.

Enfin, les perspectives du secteur énergétique russe, qui représente 30 % du PIB, sont elles aussi mauvaises. D'une part, la transition énergétique liée à la lutte contre le changement climatique va, dans les prochaines décennies, entraîner une diminution de la demande internationale d'hydrocarbures. Cette situation va poser la question du modèle économique russe, qui dépend actuellement de la rente énergétique (les recettes issues de la production d'hydrocarbures représentent la moitié des ressources fiscales et environ 60 % des exportations). Les multiples tentatives de diversification de l'économie russe mises en œuvre au cours des dernières décennies se sont systématiquement soldées par des échecs cuisants.

⁷ OCDE, <https://data.oecd.org/rd/gross-domestic-spending-on-r-d.htm>

⁸ KSE Institute Russia Chartbook, octobre 2023, https://kse.ua/wp-content/uploads/2023/10/Chartbook_October2023.pdf

D'autre part, les sanctions internationales vont accélérer le déclin du secteur énergétique russe en restreignant la capacité des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz à développer de nouveaux gisements. Les données du *World Energy Outlook 2022* de l'Agence internationale de l'énergie confirment cette tendance⁹. La Russie exporte aujourd'hui 30 % du pétrole et du gaz échangés mondialement. En raison des sanctions occidentales, cette proportion pourrait tomber à hauteur de 15 % d'ici 2030, sans que le régime russe dispose de solution évidente pour répondre à ce défi.

⁹ Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook 2022*, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022/key-findings>

Pour citer ce chapitre : Agathe Demarais « L'économie russe : impact des sanctions et perspectives de long terme », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Entre le « Sud global » et l'« Occident collectif » : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre d'Ukraine ? *par Gilles Andréani*

La Russie et l'Ukraine, une fois dissipée l'illusion d'une guerre courte, se sont installées dans un conflit durable. Elles ont été toutes deux confrontées, de ce fait, aux nécessités de la diplomatie de guerre : se chercher des alliés ou, à défaut, des soutiens ; trouver à l'extérieur des armes ainsi que les ressources nécessaires à leur industrie de guerre ; affaiblir et isoler sur le plan politique et moral leur ennemi ; plaider leur cause devant l'opinion mondiale et la leur propre en valorisant leurs soutiens et en dévaluant leurs adversaires.

De ce jeu diplomatique de longue haleine, assez classique de la part de tout pays en guerre, sont sortis non pas des alliances actives – aucun pays tiers n'assume le statut de cobelligérant – mais deux groupes de pays alignés, l'un en soutien à l'Ukraine, l'autre à la Russie, mais avec des limites dans les deux cas ; et, au-delà de ces deux groupes, des alignements de pays non pas neutres, mais qui se refusent à prendre parti, ce qui, dans le contexte de l'agression flagrante qu'a été l'invasion de l'Ukraine, comporte un certain degré d'indulgence envers la Russie et de distance vis-à-vis de l'Ukraine et de ses soutiens.

Ce sont ces alignements que nous tenterons d'analyser ici, en nous demandant quelle est leur solidité et quel sera leur impact prévisible sur le rapport des forces et l'issue de la guerre ; en nous demandant aussi comment la survenance d'autres crises internationales, comme le conflit entre Israël et le Hamas, son extension éventuelle à l'Iran, ou une crise sino-américaine, pourrait les faire évoluer.

Les soutiens de la Russie : un front du refus où domine la Chine

La Russie s'était engagée en février 2022 dans une opération militaire qu'elle espérait conclure seule et vite. Elle a été contrainte, par l'échec de ses plans initiaux et l'ampleur des sanctions occidentales, à chercher des soutiens extérieurs qui puissent l'aider à soutenir une guerre longue, acheter ses produits pétroliers et alimenter son industrie de défense. Il en est résulté un alignement des pays pro-russes qui n'a ni l'ampleur ni la cohérence du groupe formé par les Etats occidentaux en défense de l'Ukraine. Plutôt qu'une coalition, d'ailleurs, c'est une série d'alignements très divers.

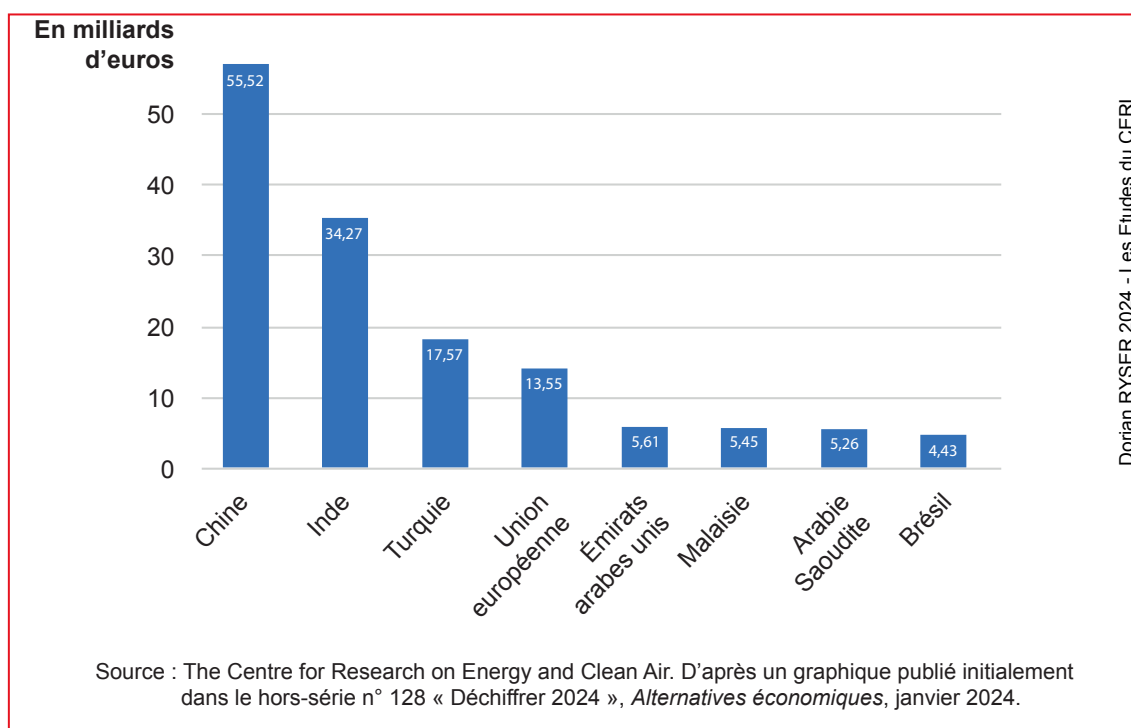
Il y a d'abord ceux qui ne peuvent pas faire autrement que soutenir la Russie : le Bélarus, dont le président, Alexandre Loukachenko, lui doit tout et qui n'a guère le choix ; encore donne-t-il des signes de ne pas totalement se plier aux désirs de Moscou. En tout cas, il n'assume pas le rôle d'un cobelligérant : il n'y a pas eu de nouveau front ouvert au nord-ouest de l'Ukraine à travers la frontière bélarusse, ni de participation des forces bélarusses aux opérations aux côtés des Russes. La Syrie de Bachar el-Assad n'a, elle non plus, guère le choix, compte tenu de l'appui que lui apporte la Russie.

Il y a, ensuite, ceux qui, ayant rompu les ponts avec les Etats-Unis, profitent des circonstances pour rendre aux Russes des services rétribués, sans crainte des sanctions américaines qu'ils subissent déjà de toute façon : la Corée du Nord, qui leur fournit des munitions, ou l'Iran des drones. Cependant, même ces deux pays ont, vis-à-vis des Etats-Unis, des objectifs et des points de faiblesse qui les obligent à réfléchir à l'appui qu'ils apportent à la Russie et

font que celui-ci n'est pas inconditionnel. L'Iran, en particulier, a conclu en septembre 2023 un accord avec les Etats-Unis comportant la libération de prisonniers et le dégel de revenus pétroliers. Des rumeurs de négociations sur un relâchement des sanctions américaines en échange d'un ralentissement du programme nucléaire iranien continuent de circuler.

A ces soutiens assumés s'ajoutent des soutiens opportunistes, comme celui de l'Inde, qui importe à prix cassés du pétrole russe qu'elle revend sur le marché mondial. Mais dans le même temps, la perspective d'une guerre longue, qui perturbe la fourniture d'armements russes à l'Inde, incite celle-ci à rechercher des fournisseurs alternatifs. La Russie risque ainsi de voir se détourner d'elle l'un des meilleurs clients de son industrie de défense. Sur un plan stratégique plus général, l'Inde a tendance à soutenir la Russie, mais ne peut que s'inquiéter de voir se consolider l'axe Pékin-Moscou formé à l'occasion de la guerre d'Ukraine.

Figure 17
Principaux importateurs de pétrole russe, 1^{er} janvier-4 novembre 2023



Car c'est bien la Chine qui est la pièce essentielle de la coalition pro-russe. Elle maintient fermement à l'égard de la Russie la solidarité affichée lors de la visite de Xi Jinping à Moscou en mars 2023, qu'il a placée sous le signe d'une amitié « sans limite ». Cette solidarité procède d'une vision partagée par les deux dirigeants : celle d'un ordre international indûment dominé par l'Occident qu'ils entendent transformer en profondeur. Le « plan de paix » chinois pour l'Ukraine de février 2023 est une longue suite de griefs contre les pratiques occidentales, non la recherche d'un compromis susceptible de régler le conflit. La Chine a pris parti.

Cela n'implique pas que la Chine s'identifie à la Russie, ni que son soutien soit sans limite : elle ne lui fournit pas d'armes et ses entreprises ne livrent pas, du moins pas ouvertement, les composants électroniques les plus sensibles mis sous embargo par les Etats-Unis, par crainte des sanctions américaines. La Chine fournit son soutien à la Russie en ses propres

termes, et peut le faire évoluer vers un surcroît d'aide, ou au contraire, un appui davantage qualifié et critique. Mais au total, la Chine a conclu qu'elle aurait beaucoup à perdre à une défaite de la Russie, qui scellerait à la fois l'effacement géostratégique de son principal allié et la mobilisation réussie des alliances américaines contre lui. La Chine est donc obligée de continuer à soutenir la Russie.

Le « Sud global » : résurgence des non-alignés ou nouveau bloc anti-occidental en gestation ?

Le décompte du camp pro-russe aboutit ainsi à un total assez maigre, ce que Vladimir Poutine a compensé par une stratégie à deux dimensions.

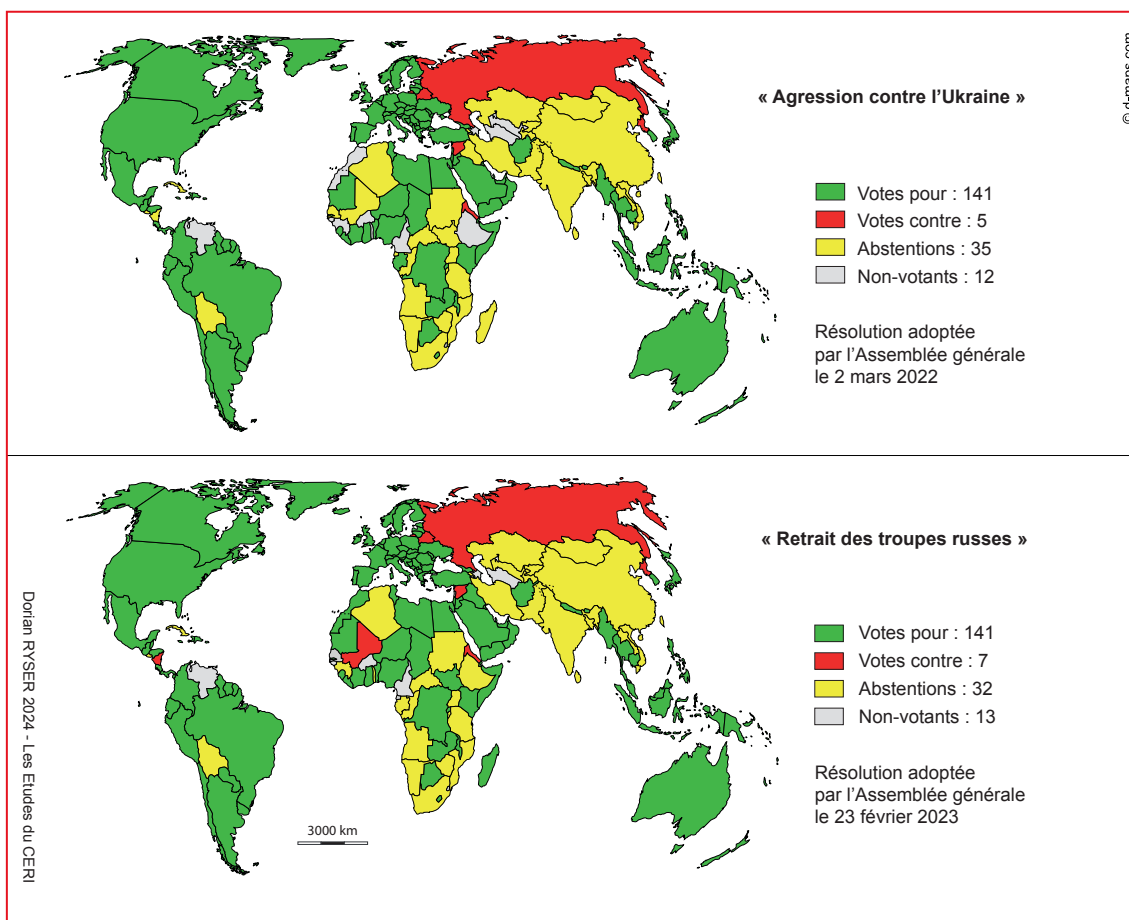
En premier lieu, il assume le déséquilibre des forces : la Russie, seule, contre l'« Occident collectif », le véritable agresseur qui s'est servi de l'Ukraine afin d'isoler et démembrer la Russie en dressant contre elle « ce pays qui n'existe pas ». Pour Vladimir Poutine, « l'agression occidentale » est la cause première de la guerre d'Ukraine et des déconvenues qu'y a essuyées son pays. Celui-ci se défend, comme il l'a toujours fait, contre ses ennemis séculaires venus de l'Ouest, Suédois, Polonais, nazis, et aujourd'hui l'OTAN, animée de la même volonté de subjuguier la Russie. Et seule, comme toujours, la Russie trouvera en elle-même les ressources morales pour l'emporter.

En second lieu, Vladimir Poutine cherche à élargir le champ et la signification du conflit : il le présente comme un combat civilisationnel et mondial, qui oppose à l'Occident décadent et hégémonique, une Russie, isolée certes, mais porteuse de deux séries de valeurs globales : des valeurs traditionnelles d'ordre, d'autorité et de cohésion sociale, et des valeurs anti-impérialistes de justice et d'égalité dans les relations entre Etats. Dans ce combat sur deux fronts, il recherche le soutien, au titre de la tradition et de l'ordre, du camp populiste et de la démocratie autoritaire, y compris en Occident même, et, au titre de l'anti-impérialisme, des laissés-pour-compte du système international et de tous ceux qui ont à se plaindre de l'Amérique et de ses alliés.

On admirera au passage l'impudence d'un discours où la Russie de Vladimir Poutine, après la Tchétchénie et l'Ukraine et avec l'appui de la Chine, se pose en ennemie des empires, et se veut en même temps le vrai défenseur de la « civilisation », de la religion chrétienne et de la tradition, contre l'Occident miné par l'irréligion, la dépravation des mœurs et la confusion des genres. Le plus étonnant est que ce discours a produit ses effets : c'est ici qu'intervient le « Sud global », c'est-à-dire un nouvel alignement des pays du Sud, indulgents envers l'agression russe ou, à tout le moins, qui renvoient dos à dos la Russie et l'Ukraine soutenue par l'Occident.

C'est dans les deux votes à l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'agression russe que l'on identifie le phénomène. Le 2 mars 2022, la résolution appelant au retrait « immédiat et sans conditions » des forces russes d'Ukraine recueille 141 votes positifs, 5 contre et 35 abstentions, dont la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Soudan et l'Algérie. Le 23 février 2023, une nouvelle résolution recueille exactement le même nombre de votes positifs, 7 contre et 32 abstentions, avec une quinzaine de changements de position se compensant globalement.

Cartes 5, 6
**Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur « l'agression »
de la Russie contre l'Ukraine, 2022 et 2023**



Recul global de l'influence américaine et occidentale, résurgence d'une sensibilité « non alignée » qui aurait survécu à la guerre froide, montée d'un nouveau sentiment anti-occidental ? Les trois séries d'explications ont sans doute leur part à ce phénomène, où l'on peut voir une illustration du paradoxe bien connu d'Alexis de Tocqueville, qui veut que les inégalités sont d'autant plus mal supportées qu'elles tendent à se réduire : l'opposition à l'Occident se manifeste plus ouvertement alors que son influence diminue, comme on a pu le constater au cours du second semestre 2023 dans l'Afrique francophone.

Les réticences du Sud à condamner la Russie sont sans impact direct sur la situation militaire et l'équilibre des forces ; elles n'en représentent pas moins une atténuation morale et politique de son isolement stratégique, appréciable pour Vladimir Poutine, et un argument qu'il fait valoir auprès de l'opinion russe pour donner un sens à la guerre insensée qu'il a déclenchée.

Les soutiens de l'Ukraine ou l'« Occident collectif » : unité sur l'essentiel, appréhension à la perspective d'une guerre qui dure

La coalition des pays qui soutiennent l'Ukraine est large, unie, plus qu'on aurait pu l'escompter : assemblée sous le leadership d'une diplomatie américaine efficace et pragmatique, elle regroupe une cinquantaine de pays qui fournissent une aide à l'Ukraine, réunis dans un groupe informel dit « groupe de Ramstein » du nom de la base américaine en Allemagne où il se rencontre. Cette aide financière, civile et militaire, octroyée ou décidée, se monte au total à plus de 200 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont de loin le premier pourvoyeur de moyens militaires, mais le soutien financier, humanitaire et civil européen est supérieur à celui des Etats-Unis (cf figures 3, 4 et 5 p.20). Au total l'aide de l'Europe équivaut à celle des Etats-Unis en montants déjà versés, et la dépasse même sensiblement si l'on inclut les crédits de reconstruction (50 milliards d'euros) promis par l'UE dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix.

La mobilisation et l'unité des pays européens étaient inattendues si l'on songe aux intérêts divergents qui étaient les leurs vis-à-vis de la Russie, notamment sur le plan énergétique, au début de 2022. Ils ont su les surmonter, déjouant ainsi les attentes de la Russie, qui comptait sur leur division. Les hésitations initiales à livrer certains types de matériels (chars lourds, avions de combat, missiles à moyenne portée) à l'Ukraine ont été progressivement surmontées. Les limites de l'aide des Occidentaux, en particulier des Européens, sont aujourd'hui d'un autre ordre : ce sont celles de leurs appareils productifs, qui ne sont pas capables d'alimenter une guerre de haute intensité dans la longue durée sans nouveaux investissements industriels. Mais, politiquement, les différences d'attitude des Européens envers les Russes ont été surmontées, à l'exception de la Hongrie et de la Slovaquie, et ils apparaissent aujourd'hui unis dans leur volonté de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour résister à l'agression russe.

Cependant, les hésitations, voire les doutes, sur la pérennité de l'aide occidentale ne viennent pas principalement aujourd'hui d'Europe, mais des Etats-Unis, où les responsables militaires n'ont pas caché leur déception devant la lenteur et les faibles résultats de l'offensive ukrainienne de l'été 2023. Le commandant en chef ukrainien, le général Valeri Zaloujny, a fait écho à ces doutes dans une interview à *The Economist* le 1^{er} novembre 2023, où il compare la situation stratégique actuelle à l'impasse stratégique de la Première Guerre mondiale, et identifie cinq défis, notamment la supériorité aérienne dans un univers dominé par les drones ainsi que le franchissement de champs de mines de grandes dimensions, qui ne seraient surmontés que grâce à une percée technologique à venir.

Alors que s'ouvre ainsi, sur le plan militaire, la perspective d'une sorte de match nul entre la Russie et l'Ukraine, l'incertitude grandit sur le devenir de l'aide américaine : fin 2023, elle s'est trouvée prise dans le débat sur la fermeture (*shutdown*) de l'administration fédérale ; le parti républicain est divisé sur l'opportunité de poursuivre le soutien à l'Ukraine ; et l'on s'interroge plus largement du côté américain sur les objectifs que peut raisonnablement viser l'Ukraine (ramener les forces russes aux limites du 24 février 2022 ? aux frontières internationalement reconnues du pays qui incluent la Crimée ?) ; enfin, le spectre d'une victoire de Donald Trump aux élections présidentielles de 2024 crée une incertitude autrement plus grave sur le devenir de la politique américaine.

Ces incertitudes, conjuguées à une possible impasse militaire, ne peuvent que redonner à Vladimir Poutine l'espoir que le temps joue pour lui. Il ne négociera rien dans ces conditions. Il en résulte que, plus que jamais, le préalable à tout règlement du conflit est que la Russie soit ébranlée militairement et qu'elle perde l'espoir de pouvoir atteindre ses objectifs par la force : en dépit des incertitudes américaines, cette stratégie reste celle des Occidentaux et inspire leur soutien continu à l'Ukraine ; encore faut-il qu'elle finisse par produire des résultats significatifs sur le terrain.

Au croisement des crises : quel impact peut avoir le conflit de Gaza sur la guerre en Ukraine ?

Dans ce contexte d'incertitude, les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 et l'offensive israélienne à Gaza qui leur a répondu ont déplacé vers le Proche-Orient l'attention de l'opinion mondiale, déplacement certainement bienvenu du côté russe. Au-delà de cet effet médiatique et de la concurrence entre les ressources militaires et financières que les Américains et les Européens pourront consacrer à l'Ukraine et au Proche-Orient, quel est le lien entre ces deux conflits et qui a à gagner à leur concomitance pour les protagonistes du conflit ukrainien ?

Le président Joe Biden a placé l'intervention des Etats-Unis dans les deux crises, aux côtés de l'Ukraine et d'Israël, sous le signe d'un même combat pour la démocratie. De son côté, Volodymyr Zelensky a accusé Moscou d'être derrière les attaques du Hamas. Rapprochement de portée limitée du côté du président américain, accusation sans fondement du côté ukrainien, qui ne clarifient pas les choses. La vérité politique du rapprochement entre ces deux conflits est à rechercher dans le « deux poids, deux mesures » qu'il évoque inévitablement.

Pour le monde arabo-musulman et pour le « Sud global » en général, le conflit entre Israël et le Hamas, et la situation des Palestiniens, continuent de retentir comme une situation coloniale et comme un symbole du « deux poids, deux mesures » qui caractérise à leurs yeux le système international. La distance que le Sud entend garder avec la guerre d'Ukraine, sa tentation de renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé, risquent de s'en trouver accrues et la solidarité globale avec l'Ukraine diminuée.

La Russie va essayer d'en profiter pour agiter les sentiments anti-impérialistes du Sud et faire oublier la dimension à proprement parler impériale de son aventure ukrainienne. Elle risque de trouver un écho favorable. Il s'agit pourtant là d'un autre « deux poids, deux mesures », non moins réel que le premier, mais dont il sera autrement difficile de persuader une opinion globalisée pour laquelle il n'est d'impérialisme que colonial, et qui tend à en exonérer, au mépris de leur histoire et de leurs pratiques, la Russie et la Chine.

*

* *

Si l'on veut que la guerre d'Ukraine se termine, il faut faire fléchir Vladimir Poutine. Il a déclenché ce conflit ; lui seul peut y mettre fin, et pour cela, il faut qu'il soit persuadé qu'il peut perdre et préfère tenter de sauvegarder ce qui peut l'être plutôt que de poursuivre la guerre. Nous n'en sommes évidemment pas là : il n'a pas perdu espoir et l'on peut même craindre que l'espoir ne change de camp, alors que les attentes de l'offensive ukrainienne de l'été 2023 ont été déçues.

Les soutiens extérieurs ne commanderont pas directement l'issue du conflit, sauf retournement total de situation, si les Etats-Unis désertaient purement et simplement la cause de l'Ukraine, ou si un conflit à Taiwan les empêchait de continuer à la soutenir et laissait le champ libre aux Russes. Cependant, hormis ces hypothèses extrêmes, le maintien dans la durée d'un soutien fort de l'Occident à l'Ukraine est indispensable si l'on veut conserver une chance que cesse cette guerre désastreuse.

On pouvait tenir pour très probable, sinon pour assuré, que tel serait le cas. Depuis l'automne 2023, avec l'affaiblissement relatif de la présidence de Joe Biden, l'incertitude qui gagne sur ses chances de réélection, la guerre de Gaza et le surcroît de désaffection qu'elle provoque indirectement pour la cause ukrainienne, disons que c'est encore probable, mais malheureusement un peu moins.

Pour citer ce chapitre : Gilles Andréani, « Entre le "Sud global" et l'"Occident collectif" : où en sont les alignements autour des protagonistes de la guerre en Ukraine ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/ Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe *par Bayram Balci*

Revendiquant l'une et l'autre une forte identité eurasiatique, à cheval entre Europe et Asie, la Turquie et la Russie sont engagées dans une lutte d'influence au sein de l'espace post-soviétique : dans cette région, elles rivalisent autant qu'elles coopèrent. Comme le défendent des courants politiques eurasiatiques œuvrant à un certain rapprochement entre les deux Etats¹, la Turquie et la Russie ont en commun un héritage historique de stratégie impériale et une méfiance voire une hostilité envers un Occident perçu comme une menace. Elles n'en sont pas moins rivales et concurrentes sur de nombreuses questions. Néanmoins, depuis deux décennies, des deux Etats dominés par les règnes étrangement parallèles de Recep Tayyip Erdogan et de Vladimir Poutine, c'est surtout la Turquie qui connaît une montée en puissance, au point d'accroître son influence dans l'« étranger proche » de la Russie. En témoigne la façon dont elle se positionne dans les conflits en Ukraine et dans le Haut-Karabakh : elle profite de l'affaiblissement russe pour émerger dans l'espace eurasiatique, notamment dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, comme une puissance régionale d'envergure.

Une politique étrangère turque en pleine mutation

Depuis la fondation de la république dont elle vient de fêter le centenaire, la Turquie moderne, soucieuse de raffermir sa souveraineté et sa légitimité, aspire à une indépendance stratégique. Cette idée centrale traverse les courants politiques turcs et réconcilie son dirigeant actuel, Recep Tayyip Erdogan, avec le fondateur de la république laïque, Mustafa Kemal Atatürk². C'est à la lumière de cette constance existentielle qu'il faut déchiffrer la politique étrangère turque dans les deux conflits régionaux, en Ukraine et dans le Haut-Karabakh.

Car au-delà de ce besoin vital d'exister fermement aux côtés de la Russie et de résister à ses invariables ambitions vers le sud, la Turquie réalise, qu'après un siècle de loyauté et de fidélité au camp occidental, non seulement ses intérêts nationaux divergent de ceux des autres membres de l'OTAN, mais qu'à l'occasion, ils se trouvent fragilisés par le manque de solidarité des Européens et Américains à son égard. Plusieurs crises de confiance ont ainsi profondément fissuré la cohésion du bloc occidental.

En 2008, alors que le pays travaille depuis des décennies à faire avancer son dossier de candidature à l'Union européenne, des dirigeants et non des moindres, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, avouent publiquement leur sentiment profond que la Turquie n'a pas vocation à devenir membre de l'UE. Ce rejet et la façon dont il a été exprimé ravivent la méfiance turque et incitent Ankara à ne pas adhérer à la position européenne sur des questions internationales importantes, comme la guerre en Ukraine ou le conflit du Haut-Karabakh.

¹ Bayram Balci, « L'Eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », *La Revue internationale et stratégique*, n° 116, hiver 2019.

² Galip Dalay et Fuat Keyman, « Has Turkey's quest for "strategic autonomy" run its course? », GMF, juillet 2021, <https://www.gmfus.org/news/has-turkeys-quest-strategic-autonomy-run-its-course>

Carte 7
La Turquie dans son environnement régional



De même, à partir de 2011, la guerre en Syrie a été un moment de rupture de confiance plus profond encore. Initialement alignés sur le nécessaire départ de Bachar el-Assad, la Turquie, les Etats-Unis et une bonne partie des pays européens divergent lorsqu'émerge Daesh. La montée de l'organisation terroriste djihadiste « Etat islamique » en Syrie et en Irak révèle les intérêts contraires des membres de l'OTAN. Les Occidentaux font alors le choix, contre l'avis de la Turquie qui proposait de s'appuyer

sur les forces d'opposition syriennes, de collaborer avec les forces kurdes pour éliminer les djihadistes³. Or, ces diverses milices kurdes ne sont en réalité que de multiples branches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation terroriste listée par les Occidentaux et bien entendu par la Turquie.

Il est fondamental ici d'aller au-delà de la focale occidentale afin de comprendre le point de vue turc. Pour Ankara, le soutien occidental aux forces kurdes (terroristes pour elle mais plus pour ses alliés), qui se retournent contre la Turquie, a été perçu comme une trahison. En effet, par aveuglement égoïste et court-termiste, les Occidentaux ont indirectement contribué à la rupture du processus de règlement de la question kurde entre l'Etat turc et le PKK. Car ce dernier, porté par le soutien occidental et encouragé par la rébellion kurde syrienne, a préféré relancer la lutte armée contre l'Etat turc, pensant qu'il avait été affaibli par le nouveau contexte régional. Ainsi, en accordant la priorité à la lutte contre Daesh en Syrie, les Occidentaux ont négligé la défense de la Turquie, leur plus sûr et plus ancien allié dans la région. Cette faute stratégique sera et est déjà lourde de conséquences politiques à long terme.

Enfin, une troisième crise majeure survient en juillet 2016, quand un coup d'Etat manque de renverser le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. Le président turc porte une part non négligeable de responsabilité dans la polarisation interne qui a indirectement favorisé le putsch. Mais les Occidentaux auraient dû condamner plus fermement le coup d'Etat qui, s'il avait réussi, aurait précipité la Turquie dans le chaos. La tiédeur du soutien occidental offre à Moscou, le rival silencieux, l'occasion de se rapprocher d'Ankara, ce qui alimente la méfiance de l'OTAN vis-à-vis de la Turquie perçue ces derniers temps comme un allié pas toujours fidèle.

La défiance, désormais partagée, a conduit la Turquie à des choix politiques et géostratégiques dictés par la logique sécuritaire, au détriment de sa fidélité aux alliés occidentaux.

Les choix de la Turquie en Ukraine et au Haut-Karabakh : l'intérêt national avant tout

Apprenant des erreurs commises en Syrie, où elle s'est enlisée, dans la crise ukrainienne à partir de 2014 et *a fortiori* depuis 2022, la Turquie mesure sa position à l'aune de ses intérêts vitaux. Trois facteurs prévalent.

Vis-à-vis de la Russie. Depuis la fin de la guerre froide, la Turquie entretient des relations complexes avec la Russie. A Ankara, crainte et respect génèrent un sentiment inconfortable de vulnérabilité vis-à-vis de Moscou. Au-delà des questions qui divisent, en Syrie, au Haut-Karabakh, en mer Noire, la Turquie redoute l'encerclement par la présence militaire russe en mer Noire, dans le Caucase du Sud et en Syrie. Parallèlement, les relations économiques bilatérales, estimées à 62 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, assurent un approvisionnement crucial en gaz et un tourisme salvateur pour une Turquie boudée par les voyageurs occidentaux⁴. Enfin, déçue par l'Occident, notamment par l'UE qui se comporte, à ses yeux, comme une forteresse assiégée et qui ne se montre que peu solidaire, la Turquie défie l'Alliance atlantique en flirtant avec la puissance russe, à la fois utile et pesante.

³ Esra Gürçay, « The U.S.-YPG relationship : U.S. foreign policy & the future of the Kurds in Syria and Turkey », Middle East Policy Council, 2020, <https://mepc.org/commentary/us-yypg-relationship-us-foreign-policy-future-kurds-syria-and-turkey>

⁴ Vicken Cheterian, « Friend and foe : Russia-Turkey relations before and after the war in Ukraine », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 34, n° 7, 2023, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09592318.2023.2185443>

Vis-à-vis de l'Ukraine. Quand bien même le khanat tatar de Crimée liait l'actuelle Ukraine à l'empire ottoman, de fait les relations turco-ukrainiennes sont récentes et relativement vierges de tensions. Aussi, dès 2014, la Turquie a pris la défense de l'Ukraine et de son intégrité territoriale (en refusant de reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie), pour défendre en miroir la sienne face à l'imposant voisin russe et au séparatisme kurde perçu comme une menace. Ainsi la Turquie fournit armes et drones Bayraktar à l'Ukraine. De plus, la solidarité active envers Kiev envoie un message fort aux autres pays de l'ex-URSS : elle signifie qu'Ankara soutient leur aspiration à une souveraineté légitime, débarrassée de toute menace colonialiste russe.

Vis-à-vis de l'Occident. Ankara réagit également en Ukraine en fonction de ses relations compliquées avec les pays occidentaux. A la différence de ces derniers qui ont rompu avec Moscou, la Turquie tente une position médiane en armant l'Ukraine tout en maintenant de bonnes relations avec la Russie. Avoir le pouvoir de parler aux deux parties pourrait se révéler être un atout précieux si le conflit perdure. Et dans le même temps, l'aide turque à l'Ukraine et son rôle potentiel de médiateur modèrent la position occidentale vis-à-vis d'Ankara, contrant notamment les reproches de non-alignement sur la politique de sanctions à l'encontre de l'agresseur russe.

Une tout autre *realpolitik* place la Turquie en première ligne dans le conflit azerbaïdjan-arménien du Haut-Karabakh, région autonome peuplée majoritairement d'Arméniens mais située sur le territoire de l'Azerbaïdjan depuis les années 1920 dans le sillage de la politique stalinienne des nationalités. Ce conflit intermittent depuis 1988 avait repris avec quatre jours d'ultra-violence en 2016 puis des affrontements encore plus extrêmes en septembre 2020. A l'automne 2023, l'Azerbaïdjan a fini par l'emporter de façon décisive, grâce à l'engagement ouvertement belliqueux de la Turquie qui lui apporte une aide militaire cruciale. Là aussi, le contexte régional et historique récent aide à comprendre l'évolution de la position turque. Du fait de ses multiples liens de parenté ethnique, linguistique, religieuse, la Turquie a pris fait et cause pour l'Azerbaïdjan face aux revendications des Arméniens enclavés du Haut-Karabakh. Dans les années 1990, dans ce conflit aux origines soviétiques, soucieuse de sa bonne relation avec l'Occident pour ne pas gâcher ses chances d'intégration européenne, Ankara a apporté à Bakou un soutien uniquement moral, politique et diplomatique. La diplomatie turque s'est alors employée à jouer un rôle équilibré visant l'apaisement et la normalisation. Ce qui a abouti en 2008 et 2009 aux protocoles de Zurich, rencontres sous l'égide de la Suisse et des Etats-Unis entre la Turquie et l'Arménie pour tenter de normaliser leurs relations et d'ouvrir leur frontière commune.

Mal comprise par Bakou, cette main tendue par la Turquie à l'Arménie a été ressentie en Azerbaïdjan comme une trahison immédiatement suivie de menaces de renégociation des relations énergétiques tant qu'Ankara ne reviendrait pas sur ses intentions de normalisation⁵. En 2020 la situation a évolué vers une autre configuration. La Turquie, désabusée quant à une éventuelle adhésion à l'UE, nourrit une méfiance croissante à l'égard de ses alliés occidentaux traditionnels et ne voit de salut que dans l'émergence de sa propre puissance dans la région. Dès la relance des hostilités dans le Haut-Karabakh, elle apporte tout son soutien à Bakou : encadrement et conseil militaires, livraisons d'armements, notamment de drones, et même mobilisation de miliciens syriens recrutés dans les zones sous influence turque en

⁵ Fiona Hill, Kemal Kirişçi et Andrew Moffatt, « Armenia and Turkey : from normalization to reconciliation », Brookings Institute, 24 février 2015, <https://www.brookings.edu/articles/armenia-and-turkey-from-normalization-to-reconciliation/>

Syrie. Conséquence de ce soutien massif de la Turquie, l'Azerbaïdjan a emporté une nette victoire contre l'Arménie, qui a dû se retirer des districts occupés, et même du Haut-Karabakh désormais incorporé complètement au territoire de l'Azerbaïdjan.

L'objectif de la Turquie en Ukraine et au Haut-Karabakh est simple : accroître son influence à l'échelle régionale, voire internationale.

Vers un accroissement de l'influence turque dans la région

De manière générale, que cela soit dans le Caucase du Sud ou en Asie centrale, la Turquie se déclare attachée au respect du droit international et au principe d'intégrité territoriale des Etats qui en découle. Dans l'espace postsoviétique, où les souverainetés craignent le retour de la tutelle de Moscou, cette position lui assure sympathie et prestige. Le monde turc se serre les coudes face à la Russie et Ankara gagne en influence en grignotant celle de son voisin et rival historique.

C'est dans le Caucase du Sud que les victoires turques sont les plus visibles. Dans cette région où la Russie a toujours été plus influente que ses deux rivaux, Ottomans et Persans, le récent conflit du Haut-Karabakh a marqué un net déclin de l'ordre russe. Lors de la reprise du conflit en 2020, la Russie a montré qu'elle ne pouvait plus ou ne voulait plus défendre sa protégée de toujours, l'Arménie. La Turquie a profité de ce repli pour s'imposer et s'afficher en principal soutien de l'Azerbaïdjan. Bakou réinstaura alors sa souveraineté sur le Haut-Karabakh au nom du principe de l'intégrité territoriale, mettant ainsi en échec la partie arménienne qui, elle, revendiquait le principe de l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes. La détermination de l'Azerbaïdjan et le soutien de la Turquie ont donc permis une victoire incontestable de Bakou. En effet, les autorités séparatistes arméniennes du Haut-Karabakh ont admis la fin de leur Etat autoproclamé dont elles ont annoncé la dissolution à partir du 1^{er} janvier 2024. Dans cette région caucasienne, pour la première fois depuis 1991 la Russie recule dans la sphère militaire devant un « intrus », qui plus est membre de l'OTAN. Dans tous les pays de la région, cette « défaite » militaire de la Russie est une onde de choc qui pourrait entraîner un recul significatif de l'influence russe au profit de celle de la Turquie.

En effet, en Asie centrale, l'influence turque sort grandie par la position d'Ankara dans les conflits en Ukraine et au Haut-Karabakh. Le recul russe montre que d'autres partenariats et équilibres régionaux sont possibles, ce qui favorise l'implantation d'autres puissances dont la Turquie. De plus, l'agression russe contre l'Ukraine a été perçue dans tous les pays d'Asie centrale comme une potentielle menace pour leur souveraineté et leur intégrité. Tous se sont abstenus ou n'ont pas pris part au scrutin lors des votes des résolutions condamnant l'agression russe aux Nations unies⁶ (cf cartes 5 et 6 p.53). Tous, notamment les poids lourds de la région, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, qui avaient refusé de reconnaître l'annexion de la Crimée, ont affiché leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Aucune des cinq républiques de la région n'a reconnu celles fantoches fabriquées de toutes pièces par la Russie sur le territoire ukrainien. Tous ces éléments profitent indirectement à l'image de la Turquie dans ces pays qui se sentent menacés. Dans ce contexte, le soutien actif d'Ankara à l'un d'eux, l'Azerbaïdjan, a une résonance particulièrement forte.

⁶ Aseel Doolotkeldieva, « Implications of Russia's war against Ukraine for Central Asia », The Russian Program, https://therussiaprogram.org/central_asia

Ainsi, la Turquie parvient à faire avancer son agenda en Asie centrale. Son projet d'intégration des Etats turciques, vieille idée qu'Ankara n'arrivait pas à concrétiser, prend enfin forme. Si, dans les années 1990, la création d'une union politique n'avait pas séduit ces Etats à peine libérés du joug soviétique, celle-ci prit une tournure officielle et institutionnelle en 2009. Elle ne cesse depuis de se développer et l'Organisation des Etats turciques inclut désormais l'Ouzbékistan, longtemps hostile au projet, et, en qualité d'observateur, le Turkménistan que sa neutralité inscrite dans la Constitution rend rétif à toute forme d'intégration. Aux volets économiques et culturels de la présence turque en Asie centrale s'ajoutent désormais des programmes de coopération militaire et sécuritaire qui renforcent l'influence d'Ankara. Bien que la Turquie ait toujours déployé des attachés de défense dans la plupart des pays de la région depuis la fin de l'URSS, ce n'est que depuis quelques années qu'elle a véritablement développé une coopération militaire avec ceux-ci. Elle leur vend ses fameux drones Bayraktar et a même signé avec le Kazakhstan un accord sur la fabrication sous licence de leur variante Anka.

*

* *

La Turquie s'affranchit d'une bipolarité tant dépassée que décevante, et réclame sa place de puissance émergente sur la scène internationale ou tout au moins régionale. Dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, la rivalité avec la Russie est historique et familière, si bien que les deux protagonistes savent mesurer leurs atouts et faiblesses ; ils parviennent ainsi à compartimenter leurs relations pour que leurs désaccords politiques ne mettent pas en péril leur interdépendance économique et commerciale.

La Turquie s'impose de plus en plus dans la région, mais cette émergence se fait au détriment des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Elle devient certes plus influente, mais aussi plus autoritaire. Et cet autoritarisme menace la cohésion politique et sociale intérieure. La répression des libertés et du pluralisme politique engendre des frustrations qui pour l'instant sont contenues, mais qui pourraient à terme accroître les crises entre l'Etat et divers segments de la société. Cette dérive autoritaire fragilise ou du moins relativise la montée en puissance de son influence extérieure.

Enfin, cette avancée turque sur les plates-bandes de la Russie ne doit pas masquer le fait que d'autres influences régionales et internationales s'y exercent aussi avec force. L'isolement de la Russie profite également à la Chine dans les domaines économique et politique. D'autres puissances émergentes, comme l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, concurrencent l'influence russe dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Les Etats de la région sont soucieux de développer et diversifier leurs partenariats pour s'affranchir de la tutelle russe. Pour le moment, celle-ci résiste. Mais dans ce nouveau « grand jeu », les puissances moyennes comme la Turquie sont bien parties pour s'imposer au détriment de la Russie dont le déclin est chaque jour plus visible.

Pour citer ce chapitre : Bayram Balci, « L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh : ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Table des cartes et figures

Cartes

Carte 1. Ukraine : territoires occupés par la Russie et ligne de front, novembre 2023	p. 5
Carte 2. L'Eurasie	p. 10
Carte 3. Arménie-Azerbaïdjan : conflit identitaire et voisinage difficile	p. 27
Carte 4. L'Europe en 2023	p. 39
Cartes 5, 6. Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur « l'agression » de la Russie contre l'Ukraine, 2022 et 2023	p. 53
Carte 7. La Turquie dans son environnement régional	p. 58

Figures

Figure 1. Dépenses militaires russes et ukrainiennes, 2014-2022	p. 7
Figure 2. Répression en Russie de l'opposition à la guerre en Ukraine, mars 2022-novembre 2023	p. 14
Figures 3, 4, 5. Aides à l'Ukraine (engagements), 24 janvier 2022-31 octobre 2023	p. 20
Figure 6. Adhésion à l'UE ou à l'OTAN : les priorités des Ukrainiens, octobre 2023	p. 22
Figure 7. Attitudes des Ukrainiens concernant la date des élections, octobre 2023	p. 25
Figure 8. Attitudes des Ukrainiens concernant d'éventuelles concessions territoriales, mai 2022-octobre 2023	p. 25
Figures 9,10. Echanges économiques et commerciaux de la Géorgie avec l'UE et la Russie, 2012-2022 (en valeur)	p. 33
Figures 11,12,13. Indicateurs politiques en Géorgie : Etat de droit, démocratie, droits et libertés, 2000-2022/2023	p. 35
Figure 14. Cours du rouble, 2014-2024	p. 44
Figure 15. Perspectives démographiques de la Russie	p. 47
Figure 16. Dépenses de R&D, 2000-2022/2023	p. 48
Figure 17. Principaux importateurs de pétrole russe, 1 ^{er} janvier-4 novembre 2023	p. 51

Les Etudes du CERI
Directrice de collection : Stéphanie Balme
Rédactrice en chef : Judith Burko
Édition : François Capelani
Mise en page : Klélya Mathez